

# ***l'Anti*capitaliste**

n°459 | 17 janvier 2019 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

## **GRAND DÉBAT : GRAND BLABLA !**



# **UNE SEULE RÉPONSE : MOBILISATION !**

### **Dossier**

**GRAND DÉBAT  
NATIONAL : «CAUSE  
TOUJOURS»** Pages 6 et 7

### **ÉDITO**

Cesare Battisti : une  
extradition honteuse  
Page 2

### **ACTU POLITIQUE**

Rassemblement national :  
le fond de l'air est brun  
Page 4



### **ACTU INTERNATIONALE**

Inde : les syndicats et la classe  
ouvrière face aux nationalistes  
et aux patrons Page 5

### **LIBRE EXPRESSION**

Entretien avec Rashid Saeed Yagoub  
sur le soulèvement populaire au  
Soudan Page 12



édito

Par ALAIN POJOLAT

## Cesare Battisti: une extradition honteuse

À l'issue de quelles sordides tractations le président bolivien Evo Morales, adulé par les «campistes» de tout poil, a-t-il répondu aussi promptement à la demande d'extradition italienne de Cesare Battisti? Comment cette infamie a-t-elle été rendue possible alors que sa demande d'asile politique en Bolivie n'a même pas été examinée? Avant même que l'avion ramenant Cesare Battisti en Italie n'atterrisse sur l'aéroport de Ciampino, Bolsonaro se fendait d'un tweet triomphant annonçant à son compère Salvini l'arrivée du «*petit cadeau*». 37 années après son évasion de la prison de Frosinone organisée par ses camarades des PAC (Prolétaires armés pour le communisme), Cesare Battisti, condamné par contumace à la prison à vie sur la foi «d'aveux» de repentis, risque de passer le reste de sa vie en prison. Alors qu'il clame son innocence pour les faits qui lui sont reprochés, tout en restant fidèle à ses engagements passés, Cesare, selon la loi italienne, n'aura pas droit à un nouveau procès. Cette vengeance d'État n'a été rendue possible que par la législation d'exception adoptée par l'Italie pour en finir avec la lutte armée, qui assurait l'impunité pure et simple ou des remises de peine substantielles à celles et ceux qui abjuraient leur engagement et dénonçaient leurs camarades de combat. Contrainé de fuir la France, où il avait résidé 17 ans, suite à la décision de Chirac de remettre en cause la «doctrine Mitterrand», Cesare avait poursuivi son exil au Brésil de Lula, où il pensait pouvoir s'installer et vivre sans la menace permanente d'une extradition. C'était sans compter sur la ténacité de l'État italien dans sa volonté de traquer à vie les militantEs de la gauche révolutionnaire qui l'avaient fait trembler dans les années 1970-1980. Dans un inquiétant courrier à Macron rendu public dimanche, le fasciste Salvini relance la machine à extraire ciblant, sans encore les nommer, «d'autres noms» de réfugiéEs italienEs résidant en France depuis des décennies. Il faut prendre ces menaces très au sérieux! Les militantEs anticapitalistes et antifascistes devront se mobiliser rapidement si celles-ci se précisent. Sans oublier la campagne internationale spécifique que nous devons lancer pour la libération immédiate de Cesare Battisti! Une banderole exigeant sa libération a été déployée dimanche sur le Colisée à Rome... Ce n'est qu'un début, la lutte contre la répression fasciste doit s'organiser au plus vite!

## BIEN DIT

«On déclarera nos manifs quand ils déclareront leurs revenus.»

Sur un mur de Rouen, 12 janvier 2019.

## À la Une

# Grand débat: Grand blabla! Une seule réponse: mobilisation!

Alors qu'avec son Grand débat national, Macron fait mine de vouloir «transformer les colères [...] en solution», la journée de samedi a été pour lui un douloureux rappel de la réalité: oui, la mobilisation des Gilets jaunes continue, mobilisant assez largement pour le neuvième samedi consécutif, et non, ses injonctions à débattre – mi-menaçantes, mi-paternalistes – ne convainquent pas grand monde...

**M**algré les menaces d'Édouard Philippe et de sa petite frappe Castaner envers toutes celles et tous ceux qui oseraient manifester encore ce samedi, malgré une présence policière rendue visible à grand renfort de publicité (les fameux «80 000 membres des forces de l'ordre»), le mouvement a bien franchi la barrière de la trêve de fin d'année...

### Le jaune est toujours là!

Les chiffres, en particulier ceux – toujours sous-évalués – distillés par le ministère de l'Intérieur, sont certes à prendre avec de très grosses pincettes, mais la réalité de la dynamique s'impose: deux mois après la première journée d'action du 17 novembre qui avait vu les Gilets jaunes fleurir sur les ronds-points, le ministère de l'Intérieur comptabilisait samedi dernier 84 000 manifestantEs partout en France (dont 8 000 à Paris) soit près de 35 000 de plus que la semaine précédente! Ont aussi été comptabilisés 5 000 manifestantEs à Bourges, Bordeaux ou Toulouse, et des manifestations à peu près partout sur l'ensemble du territoire.

Le mouvement change de physiologie, les ronds-points, barrages ou péages ayant été très largement abandonnés – ou évacués manu militari – au profit de manifestations et de rendez-vous plus centraux, mais il s'inscrit dans la durée. Il s'enracine et s'organise, avec des assemblées générales plus structurées, l'apparition de services d'ordre pour les manifestations...

Pour autant, les contradictions continuent à peser: au-delà de la critique justifiée du coût de la vie, du rejet du mépris social de ceux d'en haut que le Président directeur



général incarne à merveille, de la critique de l'inégale répartition des richesses, les Gilets jaunes n'ont pas réussi à fixer des mesures revendicatives précises. Et face au plafond de verre auquel ils se heurtent, à la difficulté à massifier la mobilisation pour qu'elle franchisse une nouvelle étape, la recherche de raccourcis, comme le Référendum d'initiative citoyenne, continue à peser. Et c'est dans ce statu quo que politiciens réactionnaires ou activistes fachos tentent de naviguer...

### De la matraque au moulin à paroles

Pour le pouvoir, ça continue aussi: la crise politique travaille le système, et Macron n'arrive pas à reprendre la main. Mardi, dans la petite commune de Bourgtheroulde, il a donc dégainé son (ultime?) arme politique: le Grand débat national (voir notre dossier central en pages 6-7).

La route a été balisée par sa lettre rendue publique dimanche: quatre

grands thèmes à discuter (fiscalité et dépenses publiques, organisation de l'État et des services publics, transition écologique, démocratie et citoyenneté), une orientation au service des plus riches clairement réaffirmée: «Nous ne reviendrons pas sur les mesures que nous avons prises pour corriger cela afin d'encourager l'investissement et faire que le travail paie davantage.» et deux ou trois pièges pour semer le trouble dans le mouvement en flattant les plus réactionnaires (ainsi les «objectifs annuels» en matière d'immigration comme réponse à la paupérisation de larges franges de la population?). Pour installer un climat propice au débat, Castaner a dû lâcher un peu de lest en matière de répression. Samedi dernier à Paris, la manifestation a pu se faire sans encombre jusqu'à la place de l'Étoile, mais le naturel a vite repris le dessus: 244 interpellations dans tout le pays, des chiffres identiques à ceux de la mi-décembre. Et ce même jour, un manifestant

bordelais, pompier volontaire, visé par un tir de lanceur de balle de défense (LBD 40) dans le dos (!), est dans le coma... Selon la presse, 93 personnes ont été gravement blessées depuis deux mois.

### Une «chance» pour notre camp social

La mobilisation semble aujourd'hui à la croisée des chemins, entre un Grand débat national taillé sur mesure par Macron pour transformer la colère populaire en défouloir sans fin, en auto-organisation et une structuration qui reste à développer (dans ce sens, le rendez-vous pour une coordination nationale à Commercy le samedi 26 janvier peut jouer un rôle important), la faiblesse des relais dans le mouvement social, et l'absence de perspectives politiques autres que les urnes en mai prochain... Car si le mouvement n'avance pas, il va finir par reculer. De cette situation, le mouvement ouvrier, en particulier les plus importantes directions syndicales, portent pour une large partie la responsabilité. La CFDT s'investit dans le Grand débat, voyant là l'opportunité de porter sa proposition d'un «Grenelle du pouvoir vivre»... Quant à la CGT, si elle a refusé de se rendre à Matignon vendredi dernier pour discuter de l'organisation du Grand débat, elle se dit toutefois ouverte à «des débats citoyens» pour «mettre noir sur blanc des revendications en matière de services publics, de mobilité, de salaires»... Cela alors qu'en pleine ébullition sociale, le problème de l'heure est bien pour le monde du travail d'entrer – enfin – massivement dans l'action, pour une augmentation substantielle des salaires et des pensions, et avec ses propres moyens de mobilisation, la grève.

Mardi, Macron déclarait que le «mouvement social» des Gilets jaunes est «une chance pour qu'on puisse réagir plus fort et plus profondément». Pour lui faire ravalier sa politique, c'est bien le moment de saisir notre chance!

Manu Bichindaritz

## GILETS JAUNES

# Retour sur la journée du 12 janvier

La journée du samedi 12 janvier, Acte IX du mouvement des Gilets jaunes, a confirmé la bonne santé et même la dynamique d'extension de la mobilisation. Aperçu dans quelques villes. D'autres comptes rendus sur notre site: [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org).

### Bourges

À partir de 10 h, les Gilets jaunes des autres régions commençaient à arriver: fouilles, arrestations à la sortie de l'autoroute. Les manifestantEs, principalement venus des régions avoisinantes, se regroupent au point de départ prévu pour 14 h. Un rassemblement CGT est organisé au même endroit. Les UL ainsi que l'UD de la région ont appelé, mais les relations sont tendues avec certains Gilets jaunes. À noter une présence significative de militants d'extrême droite... Le cortège CGT semble avoir été tenu à distance par

un véhicule «Gilets jaunes», et les militantEs CGT finirent par quitter le gros des troupes proximité à de la gare pour rejoindre leurs locaux. La gare est également l'endroit où les choses se sont gâtées. Les forces du désordre bloquaient l'avenue initialement prévue dans le parcours «négocié», avec la volonté d'éviter que la manif n'entre dans le centre «historique». En fait des centaines de manifestantEs y étaient déjà, prenant ici ou là les flics à revers au travers du dédale des petites rues. Les flics ont été copieusement injuriés, quelques feux de poubelles

et de sapins de Noël, et des bousculades. Dans toutes les rues du centre, Gilets jaunes et forces du désordre se croisent, se toisent. Ça gaze, ça pousse, ça tire des flash-ball. Même la police municipale était robocopiée... Au total, 6 800 manifestantEs annoncés pour cette initiative à dimension «nationale».

### Caen

Cette semaine a été marquée par la tenue de plusieurs comparutions immédiates de personnes arrêtées en marge de la manif/émeute de samedi 5 janvier, et d'autres arrêtées à leur

domicile pour leur participation au blocage de Cora. Quatre personnes sont passées devant le tribunal, et le président a décidé un report pour tous au 1<sup>er</sup> février... et détention provisoire pour les quatre jusqu'à cette date, alors même que leurs profils comprenaient, au pire, des faits de petite délinquance le plus souvent vieux d'au moins 10 ans! Samedi 12, au moins 2 000 personnes au départ de la manifestation (1 000 le 5 janvier). Peu de flics visibles, mais à chaque fois qu'on en a croisé, la tension est palpable: ils se font insulter, des slogans anti-flics

# Un monde à changer

**ITALIE ET GILETS JAUNES : LA MYSTIFICATION.** « *Gilets jaunes, ne faiblissez pas !* » Les deux hommes forts du gouvernement italien (Di Maio pour le Mouvement 5 Étoiles et Salvini pour la Ligue) ont clamé leur amour des Gilets jaunes. Ces deux partis qui gouvernent ensemble mènent pourtant une politique qui n'a pas grand-chose à voir avec les revendications de justice portées par les Gilets jaunes.

Certes, le projet de budget italien a d'abord été retoqué par la Commission européenne. Mais si on regarde dans le détail, ce projet comprenait une amnistie permettant à des contribuables d'éviter des poursuites pour évasion fiscale en s'acquittant d'une simple somme forfaitaire. Au fil des négociations avec Bruxelles, cette amnistie a été maintenue. Par contre, le gouvernement italien fera des économies sur deux dispositions présentées comme un tournant social : la réforme des retraites (possibilité d'un départ plus précoce) et le revenu minimum en faveur des plus démunis. Le « *budget du peuple* » – c'est le nom que lui ont donné ses promoteurs – a fait long feu. Inutile de préciser que les diverses

mesures de précarisation du marché du travail adoptées par les gouvernements italiens précédents n'ont pas été le moins du monde remises en question.

Une attitude identique a été adoptée concernant le secteur bancaire. Il y a six mois, « *les banques arrogantes sans considération pour les épargnants* » étaient comparées à des « *organisations mafieuses* » qui devraient payer pour leurs erreurs. Face à la crise de Carige, la dixième banque du pays, le gouvernement interviendra pourtant pour la sauver aux frais du contribuable.

En fait, pour le gouvernement italien comme pour Trump aux États-Unis et Orbán en Hongrie, le verbiage social sert surtout, avec la propagande anti-migrantEs, à camoufler une politique néolibérale, plus nationaliste mais tout autant au service du capital que celle de Macron et consorts.

Di Maio et Salvini veulent instrumentaliser les Gilets jaunes français dans la perspective des élections européennes. Ils visent aussi (comme Marine Le Pen et ses sbires) à les attirer sur le terrain bourbeux du rejet des étrangers.

## MÉDIAS **Dénoncer les agressions contre les journalistes, d'où qu'elles viennent**

*Depuis le début de la mobilisation des Gilets jaunes, l'un des traits marquants du mouvement est l'hostilité que nombre de ses membres affichent à l'encontre des médias dominants. Une hostilité compréhensible au regard de la couverture médiatique de la mobilisation, mais qui dégénère de plus en plus en injustifiables agressions contre des journalistes de terrain, dont le travail est déjà rendu difficile par la répression policière, qui ne les épargne pas.*

**R**ouen, Paris, Toulouse, Toulon... Au cours des dernières semaines, des agressions ont été commises, lors des manifestations des Gilets jaunes, contre plusieurs journalistes dans diverses villes, allant de l'insulte aux coups en passant par les menaces de mort ou de viol. Largement condamnées, ces agressions sont injustifiables et ont été, bien souvent, interrompues par l'intervention d'autres manifestantEs.

### **Les agressions n'ont rien à voir avec la critique des médias**

L'un des traits marquants du mouvement des Gilets jaunes est l'hostilité que nombre de personnes mobilisées manifestent à l'égard des médias dominants, avec une mention toute particulière aux chaînes d'information en continu. Et, à regarder ces dernières, le moins que l'on puisse dire est que cette colère est légitime, tant le traitement global du mouvement est empreint de clichés, de condescendance, de mépris, avec une hyper-focalisation sur les « violences » et une profusion

de rappels à l'ordre venus d'éditorialistes et d'« experts » pour médias, parfaits dans leur rôle de chien de garde et de porte-voix de l'idéologie dominante<sup>1</sup>.

Mais cette colère légitime ne saurait servir de prétexte pour s'en prendre à des journalistes de terrain qui, bien souvent, essaient de faire leur travail de collecte d'informations dans des conditions précaires, et ne sont pas responsables de la ligne de leur rédaction, ni des positions outrancières des pseudo-journalistes que sont les éditorialistes. Ces journalistes de terrain sont bien souvent de jeunes journalistes qui, dans un univers médiatique dévasté, se retrouvent, comme bien d'autres salariéEs qui préféreraient gagner leur vie ailleurs, à travailler pour un employeur et/ou un groupe avec lesquels il ne partagent pas grand-chose sur le plan idéologique.

### **La liberté de la presse est indivisible**

Critiquer les agressions contre les reporters de terrain ne revient évidemment pas à défendre

aveuglément les médias dominants et les chefferies éditoriales, coupables de pratiques condamnables. À ce titre, il est particulièrement cocasse, pour ne pas dire révoltant, de voir ces éditorialistes et experts qui, en stigmatisant et en méprisant les Gilets jaunes, fournissent du carburant à l'hostilité contre les médias dominants, s'indigner des agressions subies par les journalistes de terrain sans se poser aucune question quant à leurs responsabilités dans ces actes. Bien au contraire, certains d'entre eux répètent sur tous les tons que « les médias font bien leur travail », et que l'hostilité des Gilets jaunes n'a aucune explication, sinon une haine irrationnelle de la liberté de la presse.

La liberté de la presse doit évidemment être défendue, ce qui passe notamment par un refus de toute agression contre des journalistes. Ce qui n'empêche pas de s'interroger sur les motivations des gardiens de l'idéologie dominante, qui se posent soudain en chevaliers blancs de la liberté de

la presse alors que, dans le même temps, les errements vis-à-vis de la déontologie et l'absence significative de pluralisme au sein de leurs propres médias ne semblent guère les émouvoir. Qui plus est, force est de constater que les mêmes sont particulièrement silencieux lorsque les reporters de terrain sont victimes de violences policières, ce qui a été le cas de plusieurs dizaines d'entre eux depuis novembre, à un point tel qu'une plainte a été déposée par 24 journalistes. Des violences policières qui ne doivent pas conduire à relativiser les agressions commises par les manifestantEs, mais qui indiquent qu'une authentique lutte pour la défense des journalistes ne peut faire l'impasse sur le combat contre les pratiques liberticides de l'État et contre les discours de tous ceux qui, par leur adhésion proclamée ou par leur silence complice, les légitiment.

**Julien Salingue**

1 – Voir à ce propos l'excellent dossier d'Acrimed sur <https://www.acrimed.org/-Mobilisations-des-gilets-jaunes-2018->



DR

fusaient. La manif fait un gros tour de Caen. Au retour vers la préfecture, arrêt sur les marches du palais de justice. Les slogans résonnent, la *Marseillaise* aussi. Puis un millier de personnes forment un cortège

pour se rendre à la prison, distante de 3 km. À l'arrivée, les gendarmes bloquent la rue qui y mène, commencent à s'équiper de masques à gaz. On se rend par une ruelle adjacente au plus près des fenêtres de la maison d'arrêt. On voit de l'autre côté des silhouettes qui agitent des serviettes, des slogans anti-Macron nous parviennent. On lance des messages à chacun des copains détenus. On repart super contents. Plus tard, des affrontements ont éclaté en centre-ville.

### **Nîmes**

Le rassemblement du matin aux Costières comptait probablement 1500 personnes, venues de pas mal de villes de la région. La déambulation vers le centre-ville a commencé, bouchant complètement le périph... Au fur et à mesure, de plus en plus de monde, comme pour les autres

actes, une foule convaincue, déterminée, militante, diverse et variée allant de M. et Mme Tout le monde aux franges plus militantes de la gauche, plus ou moins radicale, et libertaire. Et des gens, nombreux, qui n'avaient jusqu'alors jamais manifesté... comme les autres fois. Les heurts avec la police ont commencé après midi, du côté de la rue Cité Foulc pas loin du musée. Premières charges, gaz, avancées et reculs divers. Dans l'ensemble les recules se sont effectués dans un calme relatif pour éviter les bousculades : mais à chaque fois la foule est revenue. Cette situation a perduré un moment : gaz, flashball, charges, cailloux ou pavés, destruction de caméras, panneaux de chantier boucliers, barrières...

Peu après 14 h, les manifestantEs ont reçu le renfort d'un second rassemblement aux Costières à 14 h : lors

qu'un nouveau ébranlée, nous étions alors entre 4000 et 6000 personnes. Nous avons continué à marcher sur Gambetta, déployant notre force et notre détermination dans le calme. Mais, changement de programme de nouveau aux Arènes, les flics nous empêchent de passer et à nouveau des heurts. Et des blessés. Mais malgré leur violence, les flics ne parviennent pas à disperser une foule qui compte encore plusieurs milliers de personnes aux alentours de 18 h, à la détermination intacte malgré pas loin de 20 km de marche pour ceux qui avaient commencé à 10 h aux Costières. La manif s'est ensuite dirigée vers les impôts, où des incendies ont été allumés, provoquant l'intervention des flics coursant les manifestantEs dans le quartier Richelieu. De nombreuses interpellations.

**CorrespondantEs**

## Le chiffre

# 57,4 milliards

C'est le montant total de ce que les entreprises du CAC 40 ont « redistribué » à leurs actionnaires au cours de l'année 2018, en augmentation de 12,8% par rapport à l'année précédente. Commentaire des Échos : « [Ces entreprises] n'ont pas été aussi généreuses avec leurs actionnaires depuis 10 ans. » Encore un thème dont Macron a « oublié » de parler dans sa « Lettre aux Français ».



## Agenda

**Vendredi 18 janvier, dîner-spectacle de Jolie Môme en soutien à l'achat du local associatif de l'EDMP, Saint-Denis.** À 19 h, au théâtre de La Belle Étoile, 14, rue Saint-Just, La Plaine-Saint-Denis (métro L12 : Front-populaire). Réservation : 0149983920.

**Samedi 19 janvier, manifestations des Gilets jaunes Acte 10.**

**Dimanche 20 janvier, manifestations Femmes Gilets jaunes, Paris.** À 13 h, lieu à préciser.

**Lundi 21 janvier, rassemblement « Abandon des poursuites contre Victor et Micka! », Nanterre.** À 12 h 30, université Paris 10 / Paris Ouest - Nanterre, bâtiment B, 200 avenue de la République à Nanterre (92), RER-A Nanterre-Université.

**À SUIVRE SUR**  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

« *Ceux qui viennent manifester dans des villes où il y a de la casse qui est annoncée savent qu'ils seront complices.* »

CHRISTOPHE CASTANER, interview à Rémy Buisine, 11 janvier 2019.

## **l'Anticapitaliste** l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
[redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.  
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

**IMPRIM'VERT®**

## RÉPRESSION

## Une nouvelle loi « anticasseurs » ?



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA

Samedi après samedi, des milliers de Gilets jaunes descendent dans la rue contre ce gouvernement haï pour sa politique d'injustice fiscale et sociale. Alors que la répression atteint des sommets, le Premier ministre annonce le passage en février à l'Assemblée nationale d'une nouvelle loi anticasseurs.

Plus d'un millier de personnes ont déjà été blessées par des armes qui ne sont plus utilisées dans les pays voisins de la France car jugées trop dangereuses, comme le GLI-F4 ou le LBD 40. La forte protection accordée par la loi aux policiers dans leur usage n'est pas étrangère au nombre de blessures sévères et de mutilations. Alors que Jacques Toubon, Défenseur des droits, demande depuis des mois leur interdiction, le ministère de l'Intérieur vient de commander 1280 de ces armes dites non létales ou à faible létalité (!). Devant l'impossibilité de nier les violences policières, l'IGPN déclare avoir été saisie de 200 faits et ouvrir une enquête pour 78 d'entre eux. Au maintien de l'ordre musclé de la police s'ajoute la subordination de la justice, comme le dénoncent le Syndicat de la magistrature et l'Union syndicale des magistrats. Ainsi, par exemple, on a vu à Paris la création d'une enceinte mobile de police judiciaire dédiée aux arrestations de masse afin de les traiter vite.

## Suppression de la liberté de manifester

Les projet de loi annoncé par Édouard Philippe multiplie les interdictions de manifester : 6 heures avant la manifestation, interdiction de manifester à toute personne qui refuse les fouilles et palpations dans un certain périmètre ; interdiction de manifester pour toute personne qui a déjà été condamnée pour violences, pour toute personne à l'égard de laquelle il existe des raisons sérieuses de penser que son comportement constitue « une menace grave », pour toute personne « appartenant à un groupe ou entrant régulièrement en lien avec des individus facilitant la commission de faits violents ».

Ce sont les « notes blanches » des renseignements généraux, non sourcées et non signées, qui indiqueront les personnes concernées. Évidemment, aucun recours possible à leur encontre ! Pourtant, les interdictions sont préventives et ne s'appuient que sur des suspicions, pas de preuve de délit. Les personnes interdites de défiler devront pointer au commissariat pendant la manifestation. Elles seront inscrites au fichier TAJ (traitement des antécédents judiciaires) même si elles n'ont rien fait et qu'elles ressortent sans aucune poursuite du commissariat. Le fait de dissimuler son visage, même partiellement, devient un délit passible d'une peine d'emprisonnement, avec interpellation, garde à vue et jugement. Le fait de participer à une manifestation non déclarée deviendrait lui aussi un délit. Et si des personnes sont condamnées dans ce cadre, elles risquent de devoir financer l'ensemble des éventuels dégâts matériels.

## Fuite en avant autoritaire

Ce projet de loi est un pas supplémentaire vers l'interdiction de manifester dans la rue toute opposition au gouvernement. Les entraves multiples à la liberté de manifester peuvent, au total, concerner beaucoup de monde et compliquer fortement la vie personnelle et professionnelle de chacun et chacune. Et, mais c'est bien sûr leur but, nuire à la construction d'un rapport de forces en faveur de notre camp. La mise en œuvre d'un État autoritaire passe toujours par la suppression des libertés de ceux et de celles d'en bas. L'urgence est de résister ensemble, Gilets jaunes, syndicats, associations, gauche politique, contre la répression qui s'abat chaque jour sur nous, et contre ce projet de loi « anticasseurs ».

Roseline Vachetta

## RASSEMBLEMENT NATIONAL

## Le fond de l'air est brun

Le dimanche 13 janvier, le Rassemblement national a lancé sa campagne pour les européennes dans la salle, comble, de la Mutualité à Paris. Sur fond d'air jaune pour la touche sociale, Marine Le Pen (MLP) annonce une campagne aux accents identitaires affirmés.

« **O**n arrive » : le slogan de campagne fleurit bon les belles années mégrétistes du FN des années 1990, doublé d'un « donnons le pouvoir au peuple ». Le clou de la convention était le dévoilement des douze premiers candidats, et autant le dire, de douze prochains députés européens.

## Peu de surprises

Avec à sa tête Jordan Bardella, jeune conseiller régional d'Île-de-France, déjà promu porte-parole et dirigeant de Génération nation, l'ex-FNJ, ce début de liste se décompose en trois : un tiers de députés sortants (Dominique Bilde, Joëlle Mélin, Nicolas Bay et Gilles Lebreton) ; un tiers de nouvellement promu (Jordan Bardella, Hélène Laporte, Virginie Joron et Catherine Griset) ; un tiers de ralliés (Thierry Mariani et Jean-Paul Garraud, ex-LR, Hervé Juvin et Christiane Delannay-Clara), car cette liste se veut « d'ouverture ». La proximité de Mariani et Garraud avec les idées du FN est connue depuis longtemps. Rassurés par l'abandon de la sortie de l'euro, ils viennent auprès de MLP par « fidélité pour leurs idées ». Leur présence est loin d'être une surprise, pas plus que celle d'Hervé Juvin. MLP saluait déjà en 2017 sa pensée comme « une source inépuisable de réflexion et d'inspiration ». Ancien collaborateur repent de Raymond Barre, ce chroniqueur sur TV Liberté et dans la revue *Éléments* milite, avec son manifeste de « l'écologie humaine », pour la « survie » de la

civilisation européenne dans ses traditions.

Juvin s'insurge contre le « sans-frontiérisme » et le multiculturalisme puis appelle à une « préférence communautaire ». Mariani traite Juncker d'« ivrogne notoire » aux mains de l'oligarchie et des puissances financières, fait huer BHL, puis rappelle que la menace ne vient plus de l'Est mais du Sud. La vraie nouveauté se situe à la douzième place, avec la guadeloupéenne Christiane Delannay-Clara. Son parcours, du maire socialiste de Créteil au candidat UMP pour les sénatoriales de Guadeloupe, pourrait laisser songer à un certain opportunisme. Elle est surtout un signe à la « France des outre-mer », où MLP a déjà fait une bonne poussée à la présidentielle.

## « Partout en Europe, nos alliés arrivent au pouvoir »

Mais le parcours des futurs élus n'est pas le seul révélateur de la politique du RN. Son entourage politico-commercial est aussi chargé de sens. Les identitaires, qui ont très largement infiltré le RN, en fournissant conseillers, attachés divers et chargés de mission, seront-ils toujours à la manœuvre ? Avec Philippe Vardon comme directeur de la communication, l'avenir professionnel des jeunes cadres de Génération identitaire devrait être assuré. La présence de Catherine Griset, cheffe de cabinet de MLP, en dixième place, laisse penser que ce petit système n'est pas près de changer. Cette proche de MLP avait été mise en examen dans le cadre



## STRATÉGIE Les Gilets jaunes divisent la gauche

Depuis bientôt 10 semaines, le mouvement des Gilets jaunes a fait irruption sur la scène politique et sociale. Cette mobilisation inédite interroge le champ politique, en particulier la gauche. Cette dernière est divisée entre ceux qui foncent tête baissée et ceux qui sont plus distants, mais les uns et les autres se retrouvent pour proposer des perspectives exclusivement institutionnelles.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA

après « l'affaire des perquisitions » qui avait mis du plomb dans l'aile au mouvement et à son leader. La FI se dissout dans un mouvement protéiforme, en s'y adaptant et en mettant en avant la revendication du RIC, se cantonne à des perspectives institutionnelles (dissolution de l'Assemblée) et avance dans une

proposition de débouché politique au mouvement, en défendant une forme de nouveau front populaire. Mais tout cela est fait sans s'engager dans la construction d'un rapport de forces réel avec le pouvoir, une mobilisation de masse.

## À distance

Quant au PCF, qui se remet de ses péripéties internes suite à son congrès, il accompagne verbalement le mouvement mais maintient une certaine distance avec lui car, selon Ian Brossat : « Il y a des choses formidables : le retour de la question du pouvoir d'achat, de la question salariale, de la démocratie participative... Cela dit, il faut avoir le courage de dire qu'il y a aussi des contradictions, qu'on n'aime pas tout. C'est le rôle de la gauche politique de faire ce travail de mettre en place des repères et des garde-fous. » Ce qui permet au PCF de ne pas appeler aux manifestations du samedi, ni à l'extension de la mobilisation et de la construction des convergences. Et tout comme la FI, le PCF articule

de l'enquête sur les emplois fictifs du FN au Parlement européen. En pleine mobilisation des Gilets jaunes, le RN lance une campagne sur le thème « Partout en Europe, nos alliés arrivent au pouvoir ». Les liens ont commencé à être tissés avec ses alliés européens, notamment lors de la « Fête des Nations » à Nice, le 1<sup>er</sup> mai dernier. Rencontre avec le grand ami Salvini, en octobre en Italie, participation à une conférence sur un « nouveau modèle pour les citoyens européens » en novembre en Bulgarie, réunion du groupe parlementaire en décembre en Hongrie... Le RN travaille à construire l'Europe de ces « gouvernements courageux », dicit Nicolas Bay. L'Italie, la Pologne et la Hongrie dessinent la vision de la société voulue par le RN, une Europe qui « respecte les peuples et la démocratie »... comme cette récente loi d'Orbán qui augmente le nombre possible d'heures supplémentaires dont les patrons pourront retarder le paiement, qualifiée de « loi esclavagiste » par le mouvement de contestation hongrois. Dans son discours de lancement de campagne, MLP n'hésite pourtant pas à convoquer le « mépris de classe » pour qualifier l'attitude de Macron face à « la saine révolte populaire des Gilets jaunes ». Elle avait déjà salué la « mobilisation fraternelle » des Gilets jaunes lors de ses vœux pour 2019, année « synonyme d'espérance et de renouveau ». En soutenant le mouvement sans trop en faire, MLP se peint en jaune pour avoir l'air de répondre aux préoccupations sociales des classes populaires et espérer rafler la mise électorale. Mais si l'on gratte un peu, apparaît vite le brun. Dans son discours, MLP reprend la ligne des « nationaux » contre les « mondialistes », déjà affirmée à son dernier congrès. « Avec nous l'Aquarius n'abordera pas sur les côtes européennes ! » Le ton est donné. **Commission nationale antifasciste**

Commission nationale antifasciste

# INDE Les syndicats et la classe ouvrière face aux nationalistes et aux patrons

En organisant deux journées de grève dite générale les 8 et 9 janvier, les syndicats indiens, notamment ceux liés aux partis communistes, ont marqué la scène politique indienne et fait l'actualité internationale. Les organisateurs ont pu annoncer 200 millions de participantEs. Une ampleur significative de la démonstration de force que l'opposition politique et ses syndicats ont tenu à faire alors que la mandature du nationaliste hindou Modi touche à sa fin et que les élections générales sont dans quelques mois.

Très suivies dans les bastions « communistes » ou syndicaux, les secteurs organisés comme les mines de charbon, les banques et les transports mais également dans des secteurs informels, où est employée l'essentiel de la classe ouvrière indienne, et dans des localités industrielles et des entreprises où le poids de ces appareils est nettement plus réduit, ces grèves montrent la survie des forces politiques issues du stalinisme mais aussi la mobilisation d'une classe ouvrière indienne de plus en plus nombreuse et parfois très combative.

## Un mouvement plus important que les précédents

Quasiment annuelles depuis les années 1990, ces grèves à l'échelle du pays sont organisées par en haut par des syndicats nationaux liés aux principaux partis politiques. Les revendications tournent autour des salaires, des prix, du droit du travail... dans le cadre de discours s'opposant aux politiques de libéralisation associées au tournant de 1991 menées sous l'égide de la Banque mondiale et du FMI après la chute de l'URSS. Spectaculaires et conçues comme telles, ces grèves n'ont pas permis d'infléchir les politiques pro-patronales portées par tous les gouvernements, et accentuées par les politiques de Modi. Depuis 2012, elles ont pourtant été plus importantes, plus fréquentes, se sont parfois étendues sur deux

jours et sont appelées par l'essentiel des syndicats nationaux. Surtout elles mobilisent de plus en plus de monde : de 100 millions de participantEs revendiqués en février 2012 à 200 millions aujourd'hui. L'échec des politiques économiques de Modi n'y est sans doute pas étranger. 11 millions d'emplois ont été détruits en Inde en 2018, alors que Modi promettait au moment de son élection d'en créer 20 millions par an. Les femmes sont les plus affectées, tout comme les zones rurales. Les mobilisations de paysanEs ont d'ailleurs été massives à l'automne dernier. Et en décembre, Modi subissait des revers électoraux dans des États ruraux, les plus importants depuis 2014.

## face aux agendas politiques et à la répression

Difficile de faire un bilan national, même simplement chiffré, d'une grève s'accompagnant de bandh, c'est-à-dire des actions de fermeture de commerces et de blocages, ou d'entreprises fermées par les patrons les jours de grève pour mieux être ouvertes durant les jours de repos des travailleurEs. Néanmoins, quelques exemples semblent significatifs de sa profondeur. Au Kerala, un État régional, dirigé alternativement par les « communistes » et le parti du Congrès depuis les années 1950, l'ensemble de l'activité économique a été stoppée, notamment par les militants du PCI-M, le parti au pouvoir



DR

au niveau de l'État, à l'exception de quelques secteurs porteurs comme le tourisme. Au Tamil Nadu, un État voisin dirigé par des alliés des nationalistes hindous, des milliers de travailleurEs en grève ont été arrêtés dans différentes villes alors qu'ils tentaient de bloquer des trains. À Bombay, la grève « générale » des syndicats nationaux a été le support pour le départ d'une grève sur les salaires dans la compagnie de bus de la ville, dont les lignes sont empruntées par 2,5 millions de passagerEs par jour. Une grève qui ne s'est pas arrêtée au bout de deux jours, et qui continue alors qu'elle a été déclarée « illégale » et que des milliers de bus privés ont été introduits dans la ville pour la briser. Sur la zone industrielle de Neemrana au Rajasthan, dans le corridor

industriel Delhi-Bombay, 2000 travailleurEs, qui profitaient de la première journée de grève pour se rassembler et hisser un drapeau syndical sur l'usine Daikin, ont été attaqués par une milice patronale et la police. Le soir, des travailleurEs ont été arrêtés chez eux la nuit par la police accompagnée des ressources humaines de Daikin. Le crime des ouvriers de Daikin ? S'être battus depuis des années pour constituer un syndicat, notamment lors d'une grève de deux mois en 2013, avoir obtenu gain de cause devant la Haute Cour du Rajasthan en août dernier, et avoir élu un travailleur musulman comme président du syndicat. Un syndicat qui a appelé à continuer la grève le deuxième jour malgré la répression. **Kris Miclos**

# RDC Les entourloupes de Kabila

Les élections en République démocratique du Congo viennent de se terminer sur la « victoire » de l'opposant Felix Tshisekedi. Cela n'annonce pas de changement. En effet, pour le président Kabila, perdre les élections ne signifie pas perdre le pouvoir mais, tout au plus, le partager.

Dès le début du processus électoral, Joseph Kabila, aux affaires depuis 2001, a tenté maintes manœuvres pour conserver le pouvoir. Il n'a pas pu, comme beaucoup de ses pairs, modifier la Constitution pour postuler à un troisième mandat, à cause notamment d'un ancrage social faible, d'une opposition divisée mais ayant des bastions dans de nombreuses régions, d'une église puissante et structurée représentée par le Comité permanent de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) et enfin de la présence militaire des Nations unies la MONUSCO. Kabila a dû, au bout de deux ans de tergiversations, céder aux pressions et organiser les élections dont on vient de connaître les résultats.

## Un contexte électoral particulier

Trois principaux candidats étaient en lice. Le dauphin de Kabila Emmanuel Ramazani Shadary, ancien ministre de l'Intérieur, frappé de sanctions par l'UE pour violations des droits humains, et les deux candidats de l'opposition, Martin Fayulu et Félix Tshisekedi. Sous l'auspice de la Fondation Kofi Annan, l'ensemble de



Félix Tshisekedi. DR

l'opposition s'était entendue pour désigner un candidat unique, assurant une victoire à l'élection présidentielle qui se joue sur un seul tour. Mais aussitôt que Fayulu a été choisi, Tshisekedi s'est retiré de l'accord et a maintenu sa candidature. Martin Fayulu est soutenu par deux poids lourds de la politique congolaise : Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi. Le premier a séjourné à La Haye lors de son procès pour crimes de guerre en Centrafrique. Il a été relâché du fait de l'inefficacité de la procureure de la CPI. Le second est un riche homme d'affaires, propriétaire

du club de foot « Tout Puissant Mazembe » et ancien gouverneur du Katanga.

## Victoire contestée et contestable de Tshisekedi

Avec 38,57% des voix, Tshisekedi est déclaré vainqueur par la commission électorale, la CENI, devant Martin Fayulu (34,83%) et Emmanuel Shadary (23,84%). Mais déjà beaucoup de voix mettent en doute les résultats du scrutin. En effet, l'église catholique, avec ses 40 000 observateurEs déployés dans tout le pays, a réussi à récolter

une grande partie des PV des 76 000 bureaux de vote. Cette source crédible a déclaré que le véritable vainqueur est Martin Fayulu.

Beaucoup pensent que Kabila, dans l'impossibilité de déclarer vainqueur son dauphin Shadary, a passé un accord avec Tshisekedi, portant sur le partage du pouvoir. Plusieurs faits viennent étayer cette idée, des réunions qui se sont déroulées entre Kabila, Tshisekedi et le responsable de la CENI Corneille Nangaa, la déclaration de Tshisekedi lui-même : « Je rends hommage au président Joseph Kabila. Aujourd'hui, nous ne devons plus le considérer comme un adversaire, mais plutôt comme un partenaire de l'alternance démocratique dans notre pays ». Et enfin, le résultat des élections législatives qui, contre toute logique, donnent la majorité absolue des députés à la coalition de Kabila, lui ouvrant même la possibilité d'une modification de la Constitution. La seule façon de lever les doutes serait la publication des procès-verbaux de tous les bureaux de vote, comme d'ailleurs le prévoit la loi...

La fausse alternance politique qui est en train de se mettre en place ne fera que pérenniser la corruption, l'accaparement des richesses du pays et les violations des droits humains. La répression qui s'abat déjà sur les manifestantEs – on compte plusieurs morts – rend Tshisekedi plus dépendant de Kabila, qui continue de contrôler les forces répressives du pays. **Paul Martial**

## MÉDITERRANÉE

### Sauver les migrantEs : un devoir absolu d'humanité

Pendant plusieurs semaines, deux bateaux ayant secouru des migrantEs en Méditerranée sont restés en pleine mer, faute de pays acceptant de les accueillir. Un scandale qui en dit long sur le caractère criminel des politiques anti-migratoires européennes.

Le Sea-Watch 3 avait secouru 32 migrantEs le 22 décembre au large de la Libye, dont trois enfants, tandis que le Sea Eye transportait quant à lui 17 migrantEs. Ces deux navires d'ONG allemandes avaient été autorisés à s'abriter du mauvais temps dans les eaux maltaises, mais l'accord de « répartition » en vue d'un débarquement des migrantEs a pris du temps car Malte exigeait d'y inclure 249 autres migrantEs que ce tout petit pays méditerranéen avait secourus et accueillis ces derniers jours.



DR

## Cynisme des dirigeants de l'UE

Pendant deux semaines, les migrantEs venus de Libye, épuisés, sous-alimentés, ont été soumis à un stress terrible, à des conditions sanitaires désastreuses, plusieurs personnes menacées de déshydratation. Les dirigeants européens ont perdu des heures, des jours précieux dans des discussions cyniques, pour savoir combien de personnes chaque pays était prêt à accueillir. La Hongrie de Orbán a appelé à « l'éradication de tous les facteurs qui contribuent à attirer des migrants vers l'Europe ». Quand à Matteo Salvini, le ministre italien de l'Intérieur (extrême droite), largement à l'origine de ces situations de blocage systématiques, il défend une position intransigeable, interdisant tout sauvetage et toute entrée de migrantEs sur le territoire, même si les gardes-côtes italiens continuent, en réalité, d'opérer des sauvetages, et même si des maires courageux de villes comme Palerme bravent l'interdit en ouvrant le port et la ville aux réfugiés. Sous la pression de ces pays et de la montée des partis d'extrême droite anti-migrantEs, les autres pays européens dont la France veulent se décharger de l'accueil. La France, contrairement à l'Italie, l'Espagne ou Malte, n'a jamais ouvert ses ports aux migrantEs secourus au large de la Libye. On se souvient de l'Aquarius, qui avait été obligé lui aussi de rester en mer, et qu'aucun port français n'avait autorisé à accoster. Rappelons-nous aussi que l'Aquarius est aujourd'hui interdit de navigation et stationne dans le port de Marseille.

## Des scènes honteuses

Enfin, mercredi 9 janvier, les 49 migrantEs bloqués ont débarqué à Malte après un accord pour les répartir dans huit autres pays européens. Près de 180 personnes seront réparties entre l'Allemagne et la France, qui en accueilleront chacune 60, mais aussi le Portugal, l'Irlande, la Roumanie, le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Italie. Parallèlement, 44 Bangladais du groupe déjà présent à Malte seront renvoyés dans leur pays, La Valette estimant qu'ils n'ont pas de motif pour y demander l'asile. Au final, 78 des migrantEs du premier groupe resteront à Malte, le plus petit pays de l'UE avec 450 000 habitantEs. L'UE refuse d'établir un règlement durable accordant la priorité absolue au sauvetage des vies humaines. Cela signifie que l'on va revoir ces scènes honteuses, avec des migrantEs, arrivés aux portes de l'Europe au prix de mille dangers, que l'on refuse de sauver ! La seule solution est l'établissement de la liberté de circulation et d'installation, avec l'assurance d'un accueil digne pour touTEs les réfugiésEs. **Commission migrations-antiracisme**

## UN DÉBAT... QUEL DÉBAT ?

Cette semaine débute la « grande concertation de terrain » voulue par Emmanuel Macron dans l'espoir, vain, de mettre un coup d'arrêt à la crise politique déclenchée par le mouvement des Gilets jaunes. Retour ici sur ce « grand débat » dont les premiers soubresauts ont déjà laissé transparaître son manque d'indépendance, de pluralisme et finalement d'utilité.

« **L**e débat ne doit plus avoir lieu dans la rue » : le 12 décembre, deux jours après l'allocution d'Emmanuel Macron, Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement, ne dissimulait plus les intentions du président quant à l'organisation d'un grand débat national. Ajoutée aux mesures « sociales » annoncées par Macron, la grande manœuvre de diversion devait faire son œuvre pour détourner les Gilets jaunes des ronds-points et les faire rester chez eux les samedis de manifestation.

### Multiplication des couacs

Mais pas plus que les « mesures d'urgence » de Macron n'ont su convaincre les Gilets jaunes, l'annonce d'un « grand dialogue démocratique avec les Français » n'a pas fait faiblir le mouvement, qui, même après la trêve des confiseurs, a su non seulement se maintenir, mais semble même se renforcer.

Il faut dire qu'à l'instar des errements et des déclarations contradictoires sur la gestion de la crise des Gilets jaunes, une série de couacs gouvernementaux est venue enrayer la communication, pourtant bien huilée, du gouvernement. Premier coup de canif : le calendrier a dû être décalé. Prévu initialement pour démarrer au plus tôt à la mi-décembre, le débat a dû être reporté à la mi-janvier. Eh oui, même une usine à gaz à besoin de temps pour être mise en place. Deuxième entaille, cette fois-ci plus profonde, autour du choix des thèmes de la concertation. Délimités à quatre (voir ci-contre), ces derniers n'abordent aucunement la question des salaires et du pouvoir d'achat, pourtant au cœur des revendications des Gilets jaunes. Le gouvernement a bien tenté une diversion en tentant d'imposer un cinquième thème sur l'immigration et la laïcité, mais a dû reculer devant le tollé suscité, y compris au sein de sa propre majorité. On a retrouvé là la touche personnelle de Sarkozy, grand initiateur en son temps d'un débat sur l'identité nationale, qui paraît-il rôde dans l'entourage de Macron et aurait fait office d'éminence grise pour gérer la crise des Gilets jaunes. Ce qui était sorti par la porte est toutefois revenu par la fenêtre : dans sa « Lettre aux Français », Macron a en effet remis le couvert autour des thématiques de l'immigration et de la laïcité, dont la mise en relation est en elle-même tout un programme... Mais surtout, le gouvernement a fixé des lignes rouges et des questions qu'il refuse de voir aborder lors des débats. Ainsi l'ISF, dont le rétablissement est une revendication forte chez les Gilets jaunes, a été écarté des futures discussions sur la fiscalité. Une drôle de façon pour Macron de « prendre le pouls vivant du pays ». À tel point que même la Commission nationale du débat public (CNDP) a alerté l'exécutif sur les risques induits par un débat trop cadenassé.

Ultime coup porté : le retrait de Chantal Jouanno, présidente de la CNDP, de l'organisation du grand

débat suite à la polémique suscitée par son salaire. Ses 14 666 euros par mois, en pleine crise des Gilets jaunes, étaient effectivement du plus mauvais effet... Il semble en outre qu'elle ait refusé de servir de caution à un « débat » d'emblée verrouillé.

### La crise démocratique va s'approfondir

L'irruption des Gilets jaunes nous a donné l'occasion de constater à quel point Macron se refuse à voir l'ampleur de la crise sociale. Avec le Grand débat c'est la crise démocratique qui vient dont il ne prend pas la mesure. La mobilisation des Gilets jaunes correspond à une phase de forte politisation et d'expérimentation du collectif dans des milieux qui, jusque-là, en avaient peu fait l'expérience ou s'en étaient peu à peu détournés. Les revendications autour du référendum d'initiative citoyenne (RIC), aussi problématiques soient-elles (voir l'Anticapitaliste n°458), mais aussi les tentatives d'organisation du mouvement, traduisent une acuité de la question démocratique, de celle de la représentation et de la participation, auxquelles une consultation nationale impulsée et contrôlée d'en haut ne risque pas de répondre.

La mise en place de cahiers de doléances pour préparer le débat, comme bien souvent lorsqu'un mouvement social éclate, cherche à renvoyer à un imaginaire populaire fort et acceptable pour l'ordre républicain (contrairement au droit à l'insurrection pourtant inscrit dans la Constitution de la Première République). Mais c'est détourner le processus révolutionnaire de 1789, car la rédaction des cahiers de doléances est une séquence où les sujets se transforment en citoyenEs et où ils désignent leurs représentants aux États généraux qui se transformeront en Assemblée constituante. Or, si le grand débat débouche sur de quelconques décisions, elles

seront prises par le gouvernement et votées par une Assemblée aux ordres de l'exécutif... Bruno Le Maire s'est d'ailleurs déjà essayé à l'exercice en soufflant une issue possible au grand débat : le maintien de la taxe d'habitation pour les 20 % les plus aisés afin de donner l'impression de satisfaire les exigences de justice fiscale. Et, d'ores et déjà, le gouvernement a annoncé qu'il poursuivrait ses réformes et qu'il ne procéderait à aucun « détricotage ». Le Premier ministre compte ainsi révéler début février une première feuille de route sur la réforme de la fonction publique... alors que le grand débat comporte un thème sur les services publics. Le gouvernement reste donc droit dans ses bottes et nous refait le coup du vernis démocratique avec des consultations et du « dialogue » tel qu'il l'avait fait au moment des ordonnances travail avec les syndicats, ou encore après les États généraux de la bioéthique censés aider à prendre une décision toujours attendue sur la PMA pour toutes.

Car, à en croire Benjamin Griveaux, la démocratie représentative l'emporterait sur la démocratie participative. C'est négliger la faible représentativité des résultats de Macron à l'élection présidentielle et celle de ses députés aux législatives. C'est surtout nier une des caractéristiques principales du mouvement des Gilets jaunes, une crise de la représentation et une volonté de participation qui traduit une vitalité démocratique face à un régime à bout de souffle. Un régime qui tend à utiliser de plus en plus la répression tant juridique que physique pour se maintenir en se donnant des allures de démocrates en lançant de fumeuses consultations nationales. Mais le fiasco annoncé du grand débat pourrait enfoncer Macron encore un peu plus dans la crise politique.

Camille Jouve

PLACE À L'ÉCHANGE ET AU DÉBAT



**A**vec sa « Lettre aux Français » publiée dimanche soir, Macron a officiellement lancé le « Grand débat national », supposé être « la » réponse au mouvement des Gilets jaunes et aux aspirations qu'il porte. Une manœuvre pour tenter de déplacer la contestation sur le terrain institutionnel, mais également l'expression de l'incapacité du pouvoir, depuis deux mois, à éteindre la mobilisation.

Ne nous y trompons pas : il s'agit bel et bien d'une entourloupe de la Macronie, et ceux qui ont fait le choix, à l'instar de la CFTD, de considérer ce « débat » comme « le » moyen de « sortir de la crise », contribuent à la tentative d'enterrement du mouvement.

Mais l'affaiblissement du gouvernement et son déficit croissant de légitimité font de ce « Grand débat » une arme à double tranchant : tandis que les appels au boycott fleurissent, certainEs, parmi les Gilets jaunes, entendent se saisir de cette initiative pour se faire entendre encore un peu plus et, pour reprendre une formule lue sur les réseaux sociaux, « pirater » la concertation.

Retour, dans ce dossier, sur la manœuvre du gouvernement, sur les thèmes auxquels il nous enjoint de nous soumettre, et sur ceux qu'il s'agit d'imposer, que l'on soit boycotteurE ou pirate, en continuant de travailler à une extension de la mobilisation.

## GRAND DÉBAT N « CAUSE TOU



## LE « GRAND DÉBAT NATIONAL » COMMENT TRANSFORMER L'OR EN

Le « Grand débat national » imaginé par Macron pour tenter de répondre au mouvement surtout pour le désamorcer, est-il une machine infernale capable d'atteindre son objectif : un écran de fumée guère plus efficace que les lacrymos pour réduire la mobilisation

**T**out d'abord, il est notable que cette initiative n'est pas, au fond, contradictoire avec le projet macronien. C'est ce que résume Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement : « Cette culture de la transversalité et de la participation est dans l'ADN d'En marche ! » Contradictoire ne voulant pas dire sans contradiction, comme en a témoigné la démission de Chantal Jouanno, « avantageusement » remplacée par Sébastien Lecornu, ministre chargé des Collectivités locales, grand ami de Benalla et qui a récemment dénoncé les Gilets jaunes comme « des personnes qui viennent proférer des menaces, qui sont dans la haine et qui racontent n'importe quoi sur les forces de l'ordre », et Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État à l'Écologie, soupçonnée de rétro-pantouflage après la succession de hautes fonctions publiques-privées-publiques qu'elle a enchaînées passant notamment de la Cour des comptes à Danone puis dans les ministères...

En tout cas le cadrage est suffisamment clair : pas question de « détricoter » les réformes décidées depuis l'élection présidentielle, comme la suppression de l'ISF, l'une des principales revendications des Gilets jaunes. Ni de renoncer aux réformes prévues :

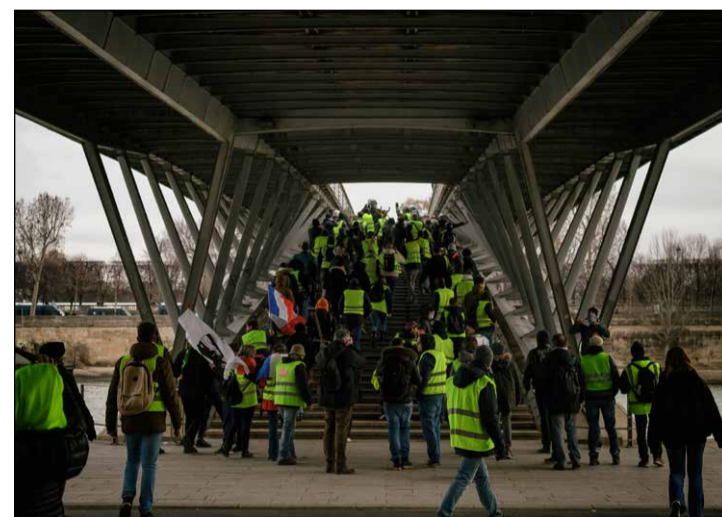


PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA

retraites, attaques contre la fonction publique et les fonctionnaires, assurance chômage et minimas sociaux. Au total, le gouvernement espère trouver des arguments et des appuis pour appliquer sa politique ultra-libérale et de recul des droits sociaux. 32 questions qui visent à démobiliser, tout en permettant de cautionner une politique très largement dénoncée.

### « Nos impôts, nos dépenses et l'action publique »

Le cadre est immédiatement posé : « Nous ne reviendrons pas sur les mesures que nous avons prises pour

corriger cela afin d'encourager l'investissement et faire que le travail paie davantage. » Pas question donc de revenir sur l'ISF, la défiscalisation des heures supplémentaires, la hausse de la CSG, etc. L'idée saugrenue de rendre la fiscalité « compétitive » ne saurait masquer la volonté de poursuivre une politique qui, tout en ne prenant pas plus aux « riches », tend à réduire le financement de la protection sociale et des services publics par les cotisations sociales, pour le remplacer par des impôts et taxes inégalement dans la logique des décisions déjà prises.

# ATIONAL JOURS»



# », OU VIL PLOMB

ent des Gilets jaunes, et  
ectif ou s'avérera-t-il être  
au silence ?

## «L'organisation de l'État et des collectivités publiques»

Sur ce sujet, Macron espère s'appuyer sur une défiance rampante vis-à-vis des fonctionnaires pour imposer la liquidation de leur statut et supprimer des milliers de postes : 120 000 au total entre la fonction publique d'État et la fonction publique territoriale, développer les emplois à statut privé et/ou précaires. Pas question non plus de revenir sur la politique austéritaire qui détruit l'hôpital et l'Éducation nationale...

## «La transition écologique»

Ce thème n'est pas vraiment un débat demandé par les Gilets jaunes. Le gouvernement espère un blanc-seing pour le refus de toute mesure contraignante en matière de suppression de la production d'énergie nucléaire, de mesures radicales contre l'utilisation de produits polluants dans l'agriculture. De la même façon, le gouvernement espère s'appuyer sur les contraintes existantes pour renoncer à toute mesure contre la dépendance totale aux « bagnoles » et au transport routier en déplaçant la question vers la gestion de la moindre gêne au quotidien pour celles et ceux qui sont dans l'obligation de se déplacer en voiture du fait de la liquidation des services publics, de la suppression des transports

collectifs publics et des exigences de leur boulot.

## «Redonner plus de force à la démocratie et la citoyenneté»

L'objectif principal est le contournement des difficultés rencontrées, notamment face à la majorité du Sénat, pour modifier les institutions. Des propositions et des débats plusieurs fois repoussés en raison de cette hostilité et en dépit de divers marchandages. Le projet regroupe la suppression de la Cour de justice de la République, la disparition du statut de membre de droit du Conseil constitutionnel pour les ex-chefs de l'État, la nomination des magistrats par le Conseil supérieur de la magistrature et la transformation-asphyxie du Conseil économique, social et environnemental. La « spécificité » de la Corse, « l'impératif de la lutte contre le changement climatique » ou le redoutable « droit à la différenciation territoriale pour les collectivités locales » seraient inscrits dans la Constitution.

D'un côté, des mesures qui pourraient être populaires, comme la baisse de 30% du nombre de parlementaires et la fin du cumul des mandats. Concrètement, le nombre des députés serait ramené à 404 et celui des sénateurs à 244 (contre respectivement 577 et 348 actuellement) ou la limitation à trois mandats consécutifs, à l'exception des maires des communes de moins de 9 000 habitantEs. Des mesures presque consensuelles comme une dose de proportionnelle à hauteur de 15% pour l'élection des députés. D'un autre côté, des réformes visant à accentuer la présidentialisation du régime, comme la limitation du droit d'amendement, une réduction des navettes parlementaires, la priorité donnée à certains textes gouvernementaux ou une nouvelle répartition des sénateurs par département.

Rien qui ne soit un tant soit peu à la hauteur des exigences démocratiques exprimées par le mouvement, qui se cristallisent notamment, parfois de façon déformée, autour du Référendum d'initiative citoyenne.

Les thèmes de la laïcité et de l'immigration, non sollicités pour l'essentiel par les Gilets jaunes, réapparaissent avec probablement le double espoir de division du mouvement et de caution à des mesures répressives.

## Imposer nos revendications par la mobilisation

Au total, il est clair que ce que le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, résume par « C'est le moment toquevillien », ce que vise le pouvoir c'est plus de libéralisme habillé de démocratie sans pouvoir. Les limites des propositions acceptables est un vrai souci pour le gouvernement. D'un côté, « ce ne doit pas être le grand déballeage et il n'est pas question de revenir sur l'IVG, la peine de mort, ou le mariage pour tous » (Benjamin Griveaux), de l'autre le débat sur la fiscalité risque de mettre l'ISF ou la réforme du droit de succession au cœur des préoccupations. Entre les deux, le gouvernement pourrait être « contraint » de maintenir la taxe d'habitation pour les 20% des ménages les plus riches. Il n'est pas sûr que les modalités d'organisation du Grand débat national parviennent à asseoir une quelconque représentativité à des propositions qui permettraient au gouvernement d'entrevoir une disparition de la mobilisation, une sortie de la crise. Construire la mobilisation reste la seule voie à suivre face à l'enfumage macronien.

Robert Pelletier

# FACE À L'ASPIRATION À LA JUSTICE: DES RÉPONSES NÉCESSAIRES

Le « grand débat de Macron » vise en définitive à détourner l'aspiration la plus profonde des Gilets jaunes : la justice. Une aspiration qui se cristallise notamment autour des thématiques liées à la fiscalité, à partir desquelles bien d'autres questions sont posées.

**A**vec Macron (comme avec ses prédécesseurs), ceux d'en haut payent toujours moins, celles et ceux d'en bas subissent une double peine : des taxes et des services publics (hôpitaux, écoles...) dégradés. Salaires et retraites sont bloqués pour le plus grand nombre. La police réprime les manifestantEs. C'est à cela qu'il faut mettre fin, tout en engageant une véritable transition écologique.

## Une fiscalité injuste

La fiscalité a été un des éléments déclencheurs de la révolte des Gilets jaunes. L'article 13 de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* de 1789 est ainsi rédigé : « Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés. ». C'est la base de la justice fiscale. Mais ce principe est, depuis des années, battu en brèche. Un allocataire du RSA ou une personne à bas salaire consomment quasiment la totalité de leur revenu : ils payent donc la TVA sur l'essentiel de leur revenu. Le taux normal de TVA est de 20% et le taux réduit de 5,5%. Si on y ajoute les taxes sur les carburants, on peut considérer qu'un bas revenu paye plus de 10% de son revenu en impôt. Or, d'après des calculs de l'économiste Thomas Piketty, Mme Bettencourt payait, en additionnant impôt sur le revenu et ISF, 6% d'impôt sur son revenu. Elle consommait une faible part de son revenu, mettons 20%. Ce qui devait faire au total environ 10% comme les personnes à bas revenu... à l'époque où l'ISF existait ! La fiscalité actuelle n'est donc pas conforme à la Déclaration de 1789. Les impôts ne touchent pas les citoyenEs en fonction de leurs facultés. La TVA représente 53% des recettes des impôts et la taxe sur les produits pétroliers 5%. L'impôt sur le revenu rapporte 25% des recettes et l'impôt sur les sociétés 9%. La TVA reste la même pour touTEs les consommateurEs et les taxes sur les carburants augmentent. L'impôt sur le revenu est plus juste dans son principe car son taux est progressif (augmente avec le revenu) mais il est réduit par les niches fiscales, qui bénéficient largement aux plus riches, surtout quand ils ont des conseillers fiscaux ou peuvent directement discuter de leurs impôts avec Bercy. Ceci sans

parler de la fraude qu'organisent les grandes fortunes : voir entre autres les « Panama papers » et Cahuzac. Macron a encore accru les injustices : suppression de l'essentiel de l'ISF et mise en place du prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital, qui les sort de l'impôt sur le revenu et bénéficie aux plus grandes fortunes. Les dividendes et intérêts (déclarés) sont désormais taxés à un taux maximum de 30%, contre 55% pour les salaires et revenus d'activité non salariée.

## Des dépenses en faveur des patrons

De plus, le revenu des impôts est trop utilisé pour des dépenses en faveur des patrons, comme les quelque 150 milliards par an d'aides aux entreprises en 2017. En 2019, ce sera plus : le CICE coûtera à lui seul environ 40 milliards d'euros. Mais sans impôts, pas de services publics. Donc l'objectif n'est pas de baisser les impôts comme le susurre Macron dans sa lettre : il faut qu'ils soient justes et servent à un fonctionnement correct des services publics utiles à la population. Or, les services publics sont attaqués pour compenser les baisses d'impôts en faveur des grandes entreprises et des plus riches. Pour accéder aux services publics dans les petites villes, les villages, il faut faire des distances de plus en plus longues. Les banlieues des grandes villes sont aussi victimes de ces économies. Les impôts y apparaissent de moins en moins comme la contrepartie des services

publics mais comme des dépenses supplémentaires auxquelles les plus riches échappent.

## Des mesures d'urgence

Derrière la dénonciation des injustices fiscales, c'est donc en réalité une contestation profonde des politiques de Macron, qui court dans les pas de ses prédécesseurs, qui s'exprime. À cet égard, ce sont les mesures d'urgence suivantes qui devraient être au centre du « Grand débat » :

– La hausse du SMIC et des retraites. Cette question n'apparaît pas dans la lettre de Macron, mais elle est essentielle. Pour le SMIC et les salaires en général, il faut une vraie augmentation : pas un tour de passe-passe avec la prime d'activité (qui ne concerne pas touTEs les smicardEs et ne compte pas pour la retraite) ou la suppression des impôts et cotisations sur les heures supplémentaires qui incitent à faire faire des heures supplémentaires plutôt qu'à embaucher.

– Le rétablissement de l'ISF : grâce à sa suppression, les super-riches ont gagné près de 4 milliards d'euros. Et, d'ailleurs, l'ISF pourrait être renforcé car trop de richesses y échappaient dans la mesure où quasiment aucun système de contrôle n'existait (contrairement à l'impôt sur le revenu), ou étaient imposées à un taux trop faible. D'après Thomas Piketty, son produit pourrait passer de 5 milliards (avant la réforme Macron) à 10 milliards.

– La suppression du CICE. Cette année, le coût du CICE mis en place par Hollande va passer de près de 20 à 40 milliards, car il est transformé en baisse des cotisations employeurs. Le CICE, d'après les rapports officiels, n'a créé que de 100 à 200 000 emplois maximum. Cela fait cher de l'emploi... Un emploi rémunéré 1700 euros net « coûte » 2920 euros environ, toutes cotisations et charges comprises (sans tenir compte des aides à l'employeur), soit 35 000 euros par an : 40 milliards du CICE, c'est 1,4 million d'emplois à 1700 euros net. Il faut supprimer le CICE et consacrer l'argent à des emplois utiles : à l'école, dans la santé, pour les personnes âgées...

– Un taux de TVA nul pour les produits de première nécessité,

en attendant une réforme globale de la fiscalité.

– Il faut supprimer les taxes sur les carburants : pour ceux qui sont obligés de prendre leur voiture pour aller travailler, faire leurs courses, aller voir un médecin... leur hausse est catastrophique. En fait, lorsqu'on est obligé d'utiliser sa voiture, on n'a pas le choix : ce sont les autres dépenses qui sont réduites.

– Il faut annuler toutes les hausses de la CSG, impôt injuste, et cesser le pillage des finances de la Sécu.

– Pour fournir des alternatives à la voiture et engager la transition écologique, il faut faire le contraire de ce que fait Macron : arrêter toute fermeture de lignes de train, augmenter les transports en commun et lancer un grand plan de réhabilitation des logements. Et fournir une médecine de proximité : arrêt des fermetures d'hôpitaux et de maternité, lutte contre les déserts médicaux et rétablissement et développement des services publics démolis depuis des décennies : Sécurité sociale, poste, Pôle emploi, etc.

– Il faut contrôler les éluEs, dont les rémunérations doivent être plafonnées au niveau du salaire moyen et qui doivent pouvoir être révoqués en cours de mandat. Tout lien de leur part avec des lobbies ou des entreprises doit être interdit. Les possibilités d'intervention des citoyenEs ne sauraient se limiter au RIC, dont les modalités doivent faire l'objet de débats.

– Il n'est pas possible que la police soit surarmée pour frapper et blesser des personnes qui manifestent pour la justice. Nous exigeons, en urgence, le retrait des GLI-F4, LBD 40 et toutes armes dites « non létales » ou à « faible létalité ». Il faut en outre libérer touTEs celles et ceux qui ont été condamnés et attendre leur procès pour participation au mouvement.

Voilà les mesures qui devraient être discutées. Le NPA ne les a pas inventées, elles sont présentes d'une façon ou d'une autre dans les débats des Gilets jaunes. Elles ne suffiraient pas à changer radicalement la société, mais permettraient de faire un pas en avant.

Henri Wilno



PHOTO THÈQUE ROUGE/MARTIN NODA

## RÉPRESSION

# Le militantisme hors-la-loi à la fac de Nanterre

Nos camarades Micka et Victor ont été interdits d'accès à l'université.

Pas de vacances pour la répression à la fac de Nanterre : la présidence de la fac a profité des derniers congés pour envoyer un courrier à deux de nos camarades de la fac de Nanterre, Micka et Victor, syndicalistes étudiants à l'UNEF et militant du NPA. À l'intérieur de l'enveloppe, un arrêté du président de l'université en personne, Jean-François Balaudé, qui avait pris, seul, la décision de leur interdire tout accès à l'université pour une durée de 30 jours (le maximum légal) dès la rentrée du 7 janvier.



## Convocation pour des poursuites disciplinaires

En cause : leur implication dans le mouvement contre la hausse des frais d'inscription pour les étudiants étrangers, qui a démarré particulièrement fort sur la fac de Nanterre, ou encore l'utilisation d'un « mégaphone » dans un amphi !

Comme bon nombre d'autres étudiantEs du comité de mobilisation, Victor et Micka ont appliqué une décision prise par une AG plus de 2000 étudiantEs de reporter les partiels de décembre pour permettre de continuer la grève en cours des étudiantEs : c'est ce qui leur est reproché aujourd'hui et c'est le prétexte choisi par la fac pour les prendre pour cible. Faire respecter des décisions d'AG massives, et donc particulièrement légitimes, semble être devenu illégal sur la fac de Nanterre. D'autant qu'après les arrêtés d'interdiction, ils viennent de recevoir une convocation pour des poursuites disciplinaires...

Un rassemblement unitaire aura lieu lundi 21 janvier à 12h30 à la fac de Nanterre, au bâtiment B, soyons nombreuses et nombreux ! Nous exigeons l'abandon immédiat des poursuites disciplinaires contre Micka et Victor !

Correspondant

## FORD BLANQUEFORT

# On y arrivera un jour !

Alors que l'échéance de la fermeture programmée de l'usine approche, résignation et détermination sont à l'ordre du jour.

La situation en ce début d'année 2019 est un peu surréaliste. Officiellement, et si tout se passe comme prévu par Ford, l'activité de l'usine s'arrête en août et d'ici octobre quasiment tout le personnel sera parti, entre départs en préretraites et licenciements. Soit 872 suppressions d'emplois directs, sans oublier les emplois de sous-traitants et équipementiers qui disparaîtront, ainsi que, plus discrètement et petit à petit, tous les emplois induits.

## Une majorité de salariéEs en spectateurEs

Et pourtant, dans l'usine, Ford réussit à refaire tourner la production, et compte visiblement en finir ainsi, petit à petit, et ce jusqu'au dernier moment. Les collègues ne sont pas du tout motivés, entre usure et écoeurement, mais comme c'est malheureusement le cas depuis des mois, le niveau de résistance reste très faible. La majorité est résignée, subit les événements au jour le jour, spectatrice de la situation alors que nous sommes touTEs à la fois les premierEs concernéEs et les premièreEs victimes.

Est-ce la fin d'une histoire ? Tout porte à le croire. Même l'équipe syndicale et la minorité de collègues combattifs doutent très fortement et ne voient plus trop quoi espérer. Ce qui n'empêche pas de continuer à batailler avec les forces qu'il nous reste, avec détermination qui peut surprendre.

Car il y a quand même une chance, une possibilité de nous en sortir. Paradoxalement, pour le moment, c'est de l'État que viendrait cette chance. Les ministères de l'Économie et du Travail sont sur le dossier, ils semblent déterminés, convaincus qu'il faut sauver cette usine. Les déclarations du ministre Le Maire, la colère et l'engagement à ne « pas baisser les bras », tout cela est important pour nous.

Cela donne de la légitimité à notre lutte, cela donne du sens à ce que nous disons depuis le début. Une fermeture d'usine c'est une catastrophe pour une région, c'est du chômage, de la précarité. Alors tout doit être fait jusqu'au bout, et même au-delà. Il faut prendre conscience que les milliers d'emplois perdus ne se rattraperont pas.

## Empêcher la fermeture

La seule solution viable, la seule acceptable, c'est d'empêcher la fermeture, de préserver une activité et les emplois directs et induits qui vont avec. Il est évident qu'en l'absence d'une mobilisation importante des salariéEs et de la population, le rapport de forces nous est très défavorable.

Mais à une minorité pourtant, en refusant catégoriquement la liquidation, en nous accrochant à la défense des emplois, en argumentant sur l'ampleur du dégât, sur la responsabilité des pouvoirs publics et collectivités territoriales, en dénonçant la prétendue impuissance de l'État, en insistant sur le fait qu'il y a forcément des solutions (mêmes « originales »), nous arrivons à (faire) poser les

problèmes, à (faire) envisager d'autres hypothèses.

Si l'État évoque aujourd'hui la possibilité de racheter l'usine pour la revendre au repreneur, contournant ainsi le blocage de Ford, c'est parce que nous sommes là, derrière, pour pousser. Et on poussera tant qu'on peut et jusqu'où on pourra. L'État doit contrer Ford, comme il faudrait contrer les multinationales. Il faut revenir sur toutes ces libertés données aux capitalistes. Face à l'arrogance patronale, le mépris des droits des travailleurEs, la brutalité de la course aux profits, il est nécessaire d'intervenir radicalement.

## Aberration des logiques ultralibérales

Tout le monde voit bien, avec Ford, l'aberration des logiques ultralibérales. Une multinationale pourrait faire d'énormes profits, être archi-rentable, empocher des subventions publiques pendant des décennies, s'engager par accord avec les pouvoirs publics sur le maintien des emplois, mentir à tout le monde, manœuvrer et contourner les lois, refuser un repreneur et puis fermer une usine aussi facilement ? Il y a un problème, mais ce problème ce n'est pas uniquement Ford, c'est aussi Carrefour, Arcelor et tant d'autres. C'est l'extrême facilité qu'il y a aujourd'hui à licencier et fermer une entreprise.

Le problème, c'est aussi la résignation qui touche tout le monde dans la société. Les salariéEs, c'est vrai. Mais tout autour c'est pareil, du côté des collectivités locales,

des élus... Et aussi parmi la population en général. Ce qui fait que quand une usine est programmée à la fermeture, personne n'est en capacité de réagir. Une usine ça ferme quasiment sans bruit tant cela apparaît dans la « normalité », comme une fatalité.

Alors qu'il y aurait tant de choses à discuter et à faire. On pourrait discuter de ce qu'on pourrait mettre à la place, de quels besoins pour la population donc de quelles productions utiles. Au lieu de rester coincés dans un projet de nouvelles boîtes de vitesses, toujours dans l'automobile, on pourrait travailler sur la question des transports collectifs, moins polluants, sur la question des priorités environnementales. Mais qui travaille là-dessus ? Qui propose ?

Au lieu de ça, on a une usine en train de fermer, des salariéEs qui calculent leurs primes de départ ou leurs pensions de préretraite, comprenant bien que ce sera plus dur demain. Mais qu'espérer d'autre ? Au mieux un repreneur sans scrupule qui ose diminuer nos salaires et qui se trouve incapable de finaliser son projet ? Autant se débrouiller seuls chacun dans son coin...

Oui, c'est difficile, tant on ne voit pas d'issue positive. Mais finalement, le moins démoralisant, c'est de continuer à batailler et à pousser pour qu'à un moment donné, les choses finissent par changer, dans le bon sens. Et de ce point de vue, il n'y a pas de raison de désespérer.

Philippe Poutou



## LA POSTE 92 Les responsables se cachent, les grévistes viennent les chercher chez eux !

Et encore une semaine de passée : la grève se poursuit et tente de passer à la vitesse supérieure pour contraindre la direction à se mettre autour de la table.

C'est ainsi que par trois fois cette semaine, ils se sont rendus à différents sièges du groupe La Poste pour se faire entendre et en finir avec cette situation scandaleuse. La direction de la boîte est une telle vermine qu'elle s'assoit même sur le dialogue social qui est pourtant plutôt une arme patronale qu'un outil au service des travailleurEs...

### Une seule réponse : la répression

En guise de proposition de protocole jusqu'à présent, elle n'a répondu que par la répression tant administrative



SUD Poste 92

que policière et judiciaire. Mais ça ne marche pas. La détermination reste intacte et les gains sociaux sont conséquents (des réorganisations annulés, des intérimaires embauchés et surtout un collectif militant de plus en plus soudé).

À l'heure où nous écrivons ces lignes se prépare un comité d'accueil pour Philippe Wahl et Bruno Le Maire qui s'invitent tranquillement au siège de La Poste pour présenter leurs vœux ! Pas question de les laisser parader sans riposter. Les

postières et postiers grévistes seront entourés de touTEs leurs soutiens.

Cette grève, elles et ils vont la gagner. La Poste va ravalier sa morgue. Ce sera un formidable encouragement pour toutes celles et ceux qui se battent avec ténacité contre l'acharnement gouvernemental et patronal. Du « grand débat national » au refus de négocier sur des revendications salariales, Macron et les patrons s'y entendent pour tenter de nous enfumer mais nous ne sommes pas dupes et le combat continue dans la rue et par la grève !

Correspondant

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR HORS CONTRAT

## L'uberisation chez les enseignantEs

En matière d'exploitation et d'instabilité au travail, la difficile situation des professeurEs de l'enseignement privé hors contrat est mal connue. On parle ici d'enseignantEs qui travaillent, en général, dans les écoles de commerce, de tourisme, de spécialisation professionnelle (BTS par exemple), etc., délivrant des diplômes d'État ou non. Des enseignantEs dont les conditions de travail tendent de plus en plus vers l'uberisation.

Ces professionnelEs perçoivent de bas salaires (payés en fonction des heures en face-à-face pédagogique et pas pour les

préparations, corrections, etc.). Normalement ils et elles travaillent dans divers établissements : c'est le souci de chaque début d'année où il faut



**STYLOS ROUGES****Une nouvelle mobilisation dans l'éducation**

*Le collectif des Stylos rouges est l'expression d'un ras-le-bol profond dans l'Éducation nationale.*

Depuis la rentrée de septembre, les mobilisations n'ont pas manqué dans l'éducation. Le 12 novembre dernier, la grève appelée par les organisations syndicales était massivement suivie. Puis, fin novembre et durant tout le mois de décembre, ce sont les lycéenEs qui, profitant de la situation créée par la mobilisation des Gilets jaunes, ont bloqué leurs établissements et manifesté contre la réforme du lycée, et ce malgré la répression policière. À cette occasion, dans plusieurs établissements, les enseignantEs se sont mis en grève.

**Les oubliés de Macron**

Ce qui a été le point de départ réel du mouvement des Stylos rouges a été le discours télévisé de Macron le 10 décembre. Bien des enseignantEs

ont en effet été révoltés que le chef de l'État n'ait pas un seul mot sur leur rémunération et leurs conditions de travail, alors que le point d'indice est gelé depuis 2010. Un groupe Facebook s'est alors mis en place pour chercher à regrouper les personnels de l'éducation souhaitant faire entendre leur colère.

À l'heure actuelle, ce sont presque 50 000 personnes qui sont dans le groupe des Stylos rouges à l'échelle nationale, et cela dans tous les secteurs de l'Éducation nationale, du 1<sup>er</sup> degré au lycée.

L'apparition de ce collectif montre le ras-le-bol qui existe dans les écoles, les collèges et les lycées. Cela fait des années que les salaires ont été gelés et que le nombre de postes baisse tant au niveau des profs que dans l'encadrement administratif et périscolaire. Le métier se précarise les charges de travail sont de plus en plus lourdes, et il n'y a jamais eu autant de démissions dans le secteur.

**Conditions de travail dégradées**

La question du salaire est bien évidemment importante, mais l'objectif



FB Stylos rouges

n'est pas de gagner 150 euros de plus pour continuer à travailler dans les mêmes conditions. La question des effectifs, et donc des moyens, est une question clef : les classes sont de plus en plus surchargées et de moins en moins encadrées. Or le ministère a annoncé une nouvelle baisse du nombre de postes, et parle d'imposer désormais deux heures sup<sup>9</sup> à touTEs les enseignantEs.

Mais les caractéristiques du collectif des Stylos rouges, qui se dit «apolitique» et «asynical», et dans lequel beaucoup d'enseignantEs disent que la grève est un moyen de luttés inefficace, est aussi significatif de la situation provoquée par la politique des directions syndicales. Pour beaucoup de gens, effectivement, la grève saute-mouton appelée tous les 6 mois par les appareils syndicaux apparaît comme inefficace,

et c'est bien vrai. Mais c'est néanmoins par des grèves combatives, reconductibles, déterminées... que les enseignantEs ont toujours pu obtenir des avancées.

**TouTEs ensemble contre le gouvernement !**

C'est le débat qu'il va falloir mener avec tous les personnels qui cherchent à se bagarrer contre le gouvernement. Pour la première fois depuis longtemps, un collectif fédère les personnels de tous les degrés, dans les écoles, dans les collèges, dans les lycées. Dans certaines académies, comme à Lille, ces personnels très déterminés ont mené des actions de blocage. Il existe donc une véritable combativité dans le secteur.

Le 24 janvier prochain, les syndicats du second degré appellent à une journée de grève. L'apparition des Stylos rouges pourrait permettre de donner une tonalité toute particulière à cette journée de mobilisation, en mobilisant également les personnels du 1<sup>er</sup> degré, et en mettant en avant les revendications qui unifient tout le secteur.

**Armelle Pertus**

**GUADELOUPE****Une grève qui dure au Carrefour Milénis**

*Depuis le 22 novembre dernier, les salariéEs d'un des deux Carrefour de l'île, ainsi que ceux du magasin Promocash, sont en grève contre leur direction, soutenus par les syndicats UGTG et CGT. Ils et elles ont passé leur réveillon de Noël sur le site.*

La grève a été déclarée suite à une provocation de la direction : celle-ci voulait profiter des ordonnances Macron pour négocier un nouvel accord d'entreprise revenant sur nombre d'avantages acquis, en particulier sur certaines primes (ancienneté, transports, vacances, prime Bino obtenue après la grève générale de 2009). La ponction pouvait atteindre de 1600 à 2000 euros par an pour les 260 salariéEs. On comprend la colère des intéressés. Au début, les patrons ont essayé d'embaucher des intérimaires pour remplacer les grévistes, mais l'inspection du travail, alertée, leur a intimé l'ordre d'arrêter.

Les grévistes sont soutenus par la population et reçoivent des dons en nature et en argent pour les aider à tenir. Des auditeurEs ont même lancé à la radio un appel au boycott des magasins appartenant à la riche famille Despointes.



Les grévistes fêtent Noël sur le parking de l'hypermarché. DR

**Les patrons : la famille Despointes**

Cette famille est bien connue en Guadeloupe pour être une des grosses et riches familles békés qui ont la mainmise sur une grande partie de l'île et y font la pluie et le beau temps au niveau économique. Ils possèdent notamment l'usine Gardel, dernière sucrerie de Guadeloupe, et surtout la SAFO, un groupe consacré à la grande distribution, comptant 108 magasins, parmi lesquels l'hypermarché Milénis, qui en est son «navire amiral».

La famille Despointes, c'est celle de ce patriarche qui avait expliqué, dans une excellente émission en 2009 sur les descendants d'esclavagistes, qu'il y avait de «bons côtés à l'esclavage» et ajouté qu'il fallait «préserver la race» : «Quand je vois des familles métissées avec des Blancs et des Noirs, les enfants naissent de couleurs différentes, il n'y a pas d'harmonie». Il avait été condamné deux fois pour «crime contre l'humanité», puis... réhabilité par la Cour de cassation. Le reportage montrait déjà les entrées de ces gens-là dans les cabinets ministériels et leur influence parmi le monde politique de métropole. Cette même famille avait porté plainte en 2013 contre la CGT Guadeloupe pour un tract où il était écrit que la famille «avait bâti sa fortune sur la traite négrière, l'économie de plantation et l'esclavage salarié». La justice aux ordres avait condamné la CGT à 53000 euros d'amende ! Mais en métropole, le journal *l'Humanité*, qui avait publié les mêmes propos, avait été acquitté. Selon que vous serez... En plus du Noël pour les enfants et collègues sur le piquet de grève, un meeting a été organisé à la fin décembre, à l'entrée du parking. Les autres salariéEs ont été appelés à rejoindre le mouvement, et les grévistes ont pu constater qu'ils bénéficiaient de la sympathie et du soutien de nombreux travailleurs. C'est important car la partie qu'ils jouent est rude contre ces requins.

**Régine Vinon**

**CENTRES DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE****Solidarité avec les grévistes de la faim !**

*Le 3 janvier, 40 détenus du CRA de Vincennes entamaient une grève de la faim pour protester contre les conditions inhumaines de détention, les violences policières et les difficultés d'accès aux soins.*

Cinq jours plus tard, les détenus de Vincennes étaient rejoints par 70 détenus du CRA du Mesnil-Amélot (à proximité de l'aéroport de Roissy), sur des revendications identiques. Vendredi 11 janvier, c'est au CRA de Oissel (à côté de Rouen) que 44 détenus entamaient à leur tour un mouvement de grève de la faim.

**Conditions déplorables et violences**

Dans ces différents mouvements, les appels des détenuEs décrivent tous des situations similaires : saleté des locaux, douches aux sanitaires, qualité déplorable de la nourriture, humiliations par la police, que ce soit au moment

des fouilles corporelles ou lors de divers moments du quotidien. La pratique des « vols cachés » est aussi évoquée, qui consiste à n'annoncer qu'au dernier moment le départ en avion, de façon à ce que les intéressés n'aient pas le temps de prévenir leurs proches ou de déposer des recours. Les violences policières lors des transferts à l'avion sont également très souvent attestées (personnes frappées, ligotées, « scotchées », voire droguées). Dans des lieux concentrant des populations que la précarité a écarté des soins, l'absence de médecin 24/24 h, tout comme la pénurie de médicaments est scandaleuse. Autant de réalités attestées, sous couvert d'anonymat, par les intervenantEs



DR

sociaux de la CIMADE autorisés à pénétrer dans les CRA. Rappelons-nous qu'en ce début d'année, en raison de la loi Asile-immigration, la durée de séjour en CRA est passée de 45 à 90 jours, et concerne environ 50 000 personnes chaque année, hommes, femmes et enfants ! Une honte pour ces prisons remplies d'une

majorité de gens n'ayant commis aucun délit autre que de ne pas être en conformité avec la réglementation administrative. La solidarité commence à s'organiser autour de ce mouvement, et un premier rassemblement a eu lieu lundi 7 janvier devant le CRA de Vincennes. Les grévistes de la faim demandent la fermeture du centre de rétention pour raisons d'hygiène et leur transfert vers d'autres établissements : mais les centres de rétention constituent un scandale en soi, et c'est la fermeture des 25 CRA du territoire qu'il faut exiger, dans la rue, comme nous avons commencé à le faire lors de la mobilisation nationale du 18 décembre dernier.

**Correspondant**

se construire un emploi du temps qui prenne en compte les nombreux déplacements. Le travail est, en outre, caractérisé par la saisonnalité (pas de travail en été et en vacances scolaires), l'instabilité (d'une année à l'autre on peut gagner ou perdre des heures d'enseignement). Enfin, la plupart des enseignantEs sont obligés de compléter leur emploi de temps en donnant des cours individuels en entreprise ou des cours particuliers pour une faible rémunération.

**Profs auto-entrepreneurs**

À tout cela, il faudrait ajouter une nouvelle tendance, celle des profs auto-entrepreneurs, qui est de plus en plus à l'ordre du jour. Ainsi, les écoles font le tri lors des entretiens d'embauche et préfèrent ceux et celles qui ont le

statut d'auto-entrepreneur, qui sont plus « flexibles » et plus faciles à exploiter. Dans le secteur public déjà, si les enseignantEs veulent faire des heures de vacation dans une université ou école supérieure, il faut montrer qu'ils ont déjà effectué au minimum 300 heures d'enseignement annuelles dans un autre établissement ou bien avoir le fameux statut d'auto-entrepreneur. C'est-à-dire que, pour celles et ceux qui cherchent désespérément des heures de travail, devenir « son propre chef » est la seule voie d'entrée... dans la précarité (pour être payé 3 ou 6 mois plus tard). Avec comme implications : pas de congés payés, pas de mutuelle d'entreprise, moins de cotisations pour la retraite, tous les risques économiques à la charge des travailleurEs, des collègues qui deviennent des concurrents, etc.

**Profs jetables ?**

Comme conséquence, chez les enseignantEs du supérieur (privé), on retrouve de la démotivation, un sentiment d'injustice et de l'indignation (beaucoup de personnes qui aimeraient changer de métier face au manque de dignité professionnelle), un sentiment d'isolement (vie sociale fragilisée), d'individualisation et de mise en concurrence pour prendre les miettes distribuées. Une précarité très intéressante pour le patronat, qui peut choisir librement des travailleurEs très bien formés mais peu payés, dominés, prêts à travailler plus et, encore « mieux », à être auto-entrepreneurs. Qui plus est, bien que la plupart des écoles fassent de bons, voire très bons chiffres d'affaires (grâce aux frais d'inscription élevés), les enseignantEs ne



DR

sont qu'une petite pièce du puzzle. Ces écoles cherchent ainsi des formules pour dispenser des cours... sans professeurE. D'où la mise en place des cours e-learning, avec des suppressions d'heures pour l'enseignantE. On parle ici d'un personnel très difficile à mobiliser (très peu sont syndiqués) qui se trouve seul face au chef pour « négocier » les conditions de travail, qui craint ses supérieurs hiérarchiques et la perte de son travail même précaire. Mais au-delà de ces difficultés, il s'agit de se battre pour situer ces injustices sur le terrain de la lutte de classes. Contre la volonté du gouvernement de voir plus de contrats courts, luttons dans une logique de convergences de luttés contre la précarisation et l'uberisation de la société proposée par Macron !

**David (NPA 69)**

## Les comités en action!

**NPA**

**BIENVENUE AUX MIGRANTS**

Avec **Julien SALINGUE**  
(Docteur en Science Publique & Membre de la direction du NPA)

**MERC. 23 JANVIER 19H**

**MAISON DE QUARTIER DE VILLEJEAN**  
2 RUE DE BOURGOGNE  
M° Villejean Université

**LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION, UNE UTOPIE?**

Gilets jaunes, grévistes, chômeu(s)rs, sinistré(e)s... **NPA**

**FÉDÉRONS NOS LUTTES!**

**MEETING**

Avec **PHILIPPE POUTOU**  
Porte parole du NPA

Avec la participation de salarié(e)s en lutte:

- Cantinière en lutte
- Postier en grève
- Macdo en lutte
- Hopitaux

**À 19h30 / Vendredi 25 Janvier**  
Théâtre de la Comédie

107 bis boulevard Jeanne d'Arc, 13005 Marseille  
à 300m arrêt la Blancarde M1, à 400m arrêt Ste Thérèse T1

**NPA**

**FÊTE ANNUELLE DU NPA 27**

**26.01.2019**  
AU MOULIN DE LOUVIERS

**15h : nouvelles technologies... et l'humain dans tout ça?**

Nanotechnologies, biotechnologies, neurosciences, intelligence artificielle, big data...  
Sont-elles synonymes de progrès social, d'un avenir meilleur pour tou-te-s et tous?

**TABLE RONDE AVEC DOMINIQUE CELLIER**  
(association Sciences Citoyennes)

**18h : MEETING avec CHRISTINE POUPIN**  
Porte-parole du NPA

# Mouvement ouvrier et Gilets jaunes

Le NPA avait prévu d'organiser une rencontre des salariéEs du public et du privé les 8 et 9 décembre, qui a été reportée aux 2 et 3 février pour cause de mobilisation des Gilets jaunes.



Cette mobilisation, bien loin de rentrer dans le rang, a connu ces dernières semaines des évolutions et transformations qui percutent le mouvement ouvrier, un phénomène sur lequel nous reviendrons lors de la rencontre. Une autre partie importante de l'initiative sera consacrée à la situation dans différents secteurs du monde du travail.

### Le mouvement ouvrier percuté par les Gilets jaunes

Depuis le 17 novembre, l'irruption des Gilets jaunes et leurs formes parfois inédites de mobilisation dans la durée (occupation de ronds-points, manif's sauvages) ont à la fois ébranlé le gouvernement et interpellé le mouvement ouvrier. En effet, dès que le mouvement s'est ancré dans la durée, nombre de petits patrons (à commencer par les routiers) ou de commerçants, qui intervenaient souvent au nom des Gilets jaunes, se sont mis en retrait, et la composante « prolétaires » est devenue plus visible : salariéEs de petites entreprises, précaires, privéEs d'emplois, retraitéEs. Et ils et elles font entendre leurs propres revendications : la justice fiscale bien sûr (contre les

augmentations de taxes, mais aussi le rétablissement symbolique de l'ISF), mais surtout l'augmentation des revenus (salaires, retraites, minima sociaux) ainsi que des revendications démocratiques, dont le RIC est le plus repris, en particulier par les forces politiques. Autant dire des revendications largement partagées par l'ensemble des salariéEs et retraitéEs. Après l'annulation de la hausse des taxes et la fausse « augmentation » des bas salaires que Macron a dû concéder en décembre, sans réussir à endormir la colère, nous avons été nombreux à penser que c'était le moment pour les salariéEs de se mobiliser en tant que tels, pour imposer dans les entreprises et au gouvernement de véritables augmentations des salaires et l'annulation de toutes les contre-réformes qui laminent les services publics.

### Des organisations syndicales qui restent l'arme au pied

Ce qui voudrait dire poser le problème des grèves, dans les différents secteurs, et de leur convergence ; c'est-à-dire d'une grève générale qui bloque l'économie. Si ces questions ont été

discutées dans nombre de sections syndicales, d'unions départementales, en particulier de la CGT et de Solidaires, les directions confédérales n'ont pas donné le signal de leur détermination à passer à l'offensive contre le gouvernement et le patronat. Bien au contraire, à l'exception de Solidaires, les confédérations se sont mises d'accord pour affirmer qu'elles « dénoncent toutes formes de violence dans l'expression des revendications [...] et appellent le gouvernement à garantir enfin de réelles négociations. » De quoi donner aux Gilets jaunes des raisons de faire encore moins confiance à ces organisations et leurs moyens d'action!

Face à un tel fiasco, nous défendons la volonté de mener le combat dans les structures syndicales, mais aussi sur les lieux de travail, pour convaincre qu'il y a urgence. Cela signifie convaincre les collègues et les camarades militantEs de l'enjeu de construire la convergence avec les Gilets jaunes en s'appuyant sur les formes d'action du mouvement ouvrier. Cela ne va évidemment pas de soi et pose de nombreuses questions : pourquoi des pans entiers de la classe ouvrière ne voient-ils plus dans la grève, l'organisation syndicale, des moyens d'action ? Quelles responsabilités des défaites passées, du rôle des organisations syndicales ? Quelle conscience du fonctionnement du capitalisme ? Autant de questions, appuyées sur les expériences concrètes de nos interventions et des initiatives diverses, que nous aurons l'occasion de discuter les 2 et 3 février à la bourse du travail de Saint-Denis.

Cathy Billard



SAMEDI 2 FÉVRIER	
09H00-10H00	ACCUEIL
10H00-11H30	PLÉNIÈRE
Présentation globale de notre rencontre. Principaux enjeux de la situation.	
11H30-12H30	PLÉNIÈRE
Les organisations syndicales percutées par la mobilisation des Gilets jaunes.	
12H30-13H30	PAUSE REPAS
13H30-15H30	PLÉNIÈRE
Les organisations syndicales et le « dialogue social » confrontés aux lois travail et à la loi Macron...	
15H30-16H00	PAUSE
16H00-18H00	RÉUNIONS DE COMMISSIONS. INTERVENTIONS SYNDICALES
18H00-18H30	PAUSE
18H30-20H00	MEETING
Luttes du mouvement ouvrier et nouveaux types de mobilisations.	
DIMANCHE 3 FÉVRIER	
09H00-11H00	RÉUNIONS DE COMMISSIONS. ANIMATION DES BRANCHES PROFESSIONNELLES ET SECTEURS
11H00-11H30	PAUSE
11H30-13H30	PLÉNIÈRE
Échanges d'expériences sur la construction des luttes et des résistances.	

## Souscription du NPA

### Ce n'est qu'un début, continuons le combat!

Alors que les derniers chèques sont à l'encaissement, il est acquis que le résultat de la souscription 2018 s'établira, avec environ 1150 dons versés, autour de 280 000 euros.

L'objectif du million d'euros, qui avait été fixé en juin dernier lors du lancement de la campagne, n'est donc pas encore, c'est le moins que l'on puisse dire, atteint...

### Franchir un nouveau cap

À ce stade, le NPA a tout juste collecté de quoi boucler son budget courant pour l'année 2019. Rien de plus que le tout-venant. Nous devons donc faire franchir un nouveau cap à cette campagne financière afin d'atteindre le million d'euros initialement visé, et ainsi pouvoir financer notre participation aux élections européennes du printemps prochain.

Le NPA a toute sa place pour porter ses idées lors de ce scrutin, qui prend un relief accentué dans le contexte actuel. Il peut sembler décalé de parler des élections en plein mouvement des Gilet jaunes et, plus généralement, nous n'avons pas d'illusions sur les élections telles qu'elles existent. Elles ne constituent pas un « débouché » magique pour les luttes ; elles ne peuvent pas mécaniquement transformer un

mouvement victorieux en victoire politique générale ; elles peuvent encore moins servir à redonner une vitalité à un mouvement qui serait essoufflé, voire défait.

Mais pour autant, elles restent un moyen d'expression, même déformé. Elles sont aussi un moment privilégié pour faire entendre nos points de vue à une très large échelle, dans des médias qui ne laissent presque aucune place aux formations minoritaires et critiques, même quand leurs porte-parole sont populaires, et ainsi sensibiliser des gens qu'un petit parti comme le nôtre ne peut pas toucher au jour le jour.

Allez, on lâche rien, et on continue ! Merci à toutes celles et tous ceux qui continuent de nous soutenir. Lors du précédent scrutin européen en 2014, c'est bien grâce à votre solidarité que le NPA avait pu se présenter. Vous pouvez en faire de même cette année. Vos dons sont plus vitaux que jamais pour nous permettre de faire vivre nos idées dans la rue, les entreprises, les lycées, les facs... et lors des élections.

## Les Nôtres

### Le Zim

Il avait 62 ans. Notre ami et camarade Michel Zimmermann, le Zim, comme l'appelaient affectueusement les plus proches d'entres nous, est mort en décembre. Il avait deux enfants.



Michel avait rejoint la LCR à Metz en 1976 après un engagement de 2 ans à l'AJS/OCI. Il s'était rapproché de la Ligue au moment de son activité de solidarité avec les militantEs espagnolEs antifranquistes. Dès 15 ans, il avait participé comme lycéen à toutes les grandes mobilisations de la jeunesse dans les années 1970. Actif et déterminé à l'image de beaucoup de jeunes militantEs de sa génération, il était convaincu de l'imminence d'une révolution. Exclu de son lycée, il expliqua un jour sans rire, à son proviseur, que cela n'avait aucune importance, puisqu'avec la révolution il n'allait pas tarder à revenir avec ses camarades pour le pendre. Il allait également participer aux premiers pas des JCR à la section de Metz.

Mais Michel était aussi un observateur attentif de la vie politique et sociale. Lecteur infatigable, il aimait

la discussion théorique et les longues conversations entres ses amiEs s'animaient souvent de sa présence. Il quitta la Ligue au début des années 1980. Il entreprit des études d'histoire et devint conseiller principal d'éducation. Militant au SNES, il réadhéra à la LCR en 2002 et fut pendant quelques mois membre du NPA.

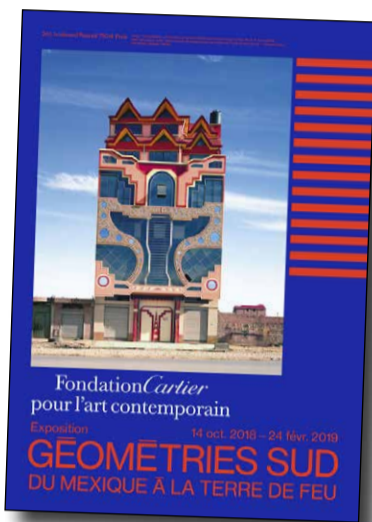
Même si les années l'avaient éloigné de l'engagement, il n'a jamais cessé de garder le contact avec la vie militante. Les changements survenus dans son état de santé, et la maladie qui le rongeaient depuis des mois, l'avaient rendu vulnérable. Mais l'affection maintenue des sienEs et de ses amiEs fut aussi certainement une marque des complicités profondes qui s'étaient construites malgré les aléas de la vie. Un hommage émouvant lui a été rendu au funérarium de Metz en présence de ses amiEs et de celles et ceux qui sont toujours restés ses camarades. Salut le Zim. Nous ne t'oublierons pas !

Exposition

# Des Géométries Sud entachées par la confusion entre subjectivité, intérêts privés et pittoresque de l'exotisme

Fondation Cartier, 261 bd Raspail, 75014 Paris. Du mardi au dimanche 11h-20h, nocturne le mardi jusqu'à 22h. Tarif 10,50 euros ou 7 euros.

**G**éométries Sud se veut être « une promenade à la fois subjective et cohérente » dans l'art de l'Amérique latine, des arts premiers aux artistes contemporains. Pour Hervé Chandès (co-commissaire de l'exposition avec Alexis Fabry et Mary Perennes), « le fil rouge est le motif géométrique, récurrence ancienne des cultures amérindiennes, jusque dans la création contemporaine. » L'exposition les confronte à une tradition moderniste de la couleur et de la géométrie incluant aussi une partie de l'architecture latino-américaine comme celle de l'architecte mexicain Luis Barragan (malheureusement ici peu et très mal présenté).



cette exposition d'autant plus qu'il y a au moins trois collections publiques françaises en disposant !

### Décevant pour ceux qui connaissent, trompeur pour ceux qui découvrent

Cet exemple est un peu à l'image de l'exposition : son ampleur suggère sans le dire une certaine exhaustivité, mais sa réalité illustre des parti-pris pas toujours fondés, des connivences qui ont peu à voir avec la rigueur et, enfin, une grande légèreté à l'égard de l'histoire même de l'art latino-américain ; sans compter un accrochage contestable. Ainsi la « redécouverte » de deux artistes cubaines, Lolo Soldevila et Carmen Herrera est tout à fait intéressante, mais laisse croire à une tradition abstraite à Cuba alors que la réalité est plutôt à l'inverse de cela. Certains artistes ont droit à une présentation assez conséquente : Herrera qui s'inscrit dans une tradition de l'art géométrique liée aux avant-gardes européennes et russes. Sa peinture assez subtile associe linéarité et couleur avec une économie de moyens chromatiques et formels qui lui donnent une réelle puissance. Mais 98% de son activité artistique est américaine et européenne. Elle et Soldevilla ne sont malheureusement à l'origine d'aucun développement d'un courant abstrait moderniste ou radical à Cuba. Les sculptures mobiles et filiformes de la vénézuélienne Gego à la légèreté aérienne proposent de subtiles variations sur la grille en tissant une orthogonalité souple, associant géométrie et rythme. Mais l'espace transparent qui lui a été choisi à la Fondation les dessert très fortement. Celles de Leon Ferrari forment avec ses œuvres liées à la poésie visuelle un corpus essentiel de son œuvre. Elles ont une dynamique spatiale et

architecturale portée par une belle expressivité ; et elles démontrent que présenter Ferrari comme artiste conceptuel est un contresens (pourtant repris dans le journal de l'exposition alors qu'il y a chez lui des racines expressionnistes et néodadaïstes). On peut noter aussi César Paternosto, dont les peintures s'intéressent souvent aux marges du tableau, et Volpi, qui géométrise sur un mode archaïque et poétique le paysage (entrevu quand même à *Modernidade* à Paris en 1987).

Il y a malheureusement de vrais tours de passe-passe dans l'exposition : présenter comme l'œuvre d'une « pionnière de l'art vidéo » le film d'Ana Sacerdote (qui est par ailleurs une peintre abstraite assez académique) réalisé en 1956 et très dépendant, c'est le moins que l'on puisse dire, des films abstraits expérimentaux d'Hans Richter (des années 1920), relève de la stupidité et de la fiction ! De même on comprend mal pourquoi les commissaires soulignent les liens entre l'abstraction et un engagement politique révolutionnaire pour la cubaine Soldevila mais dépolitisent totalement le mouvement MADI alors que son nom est quand même la contraction de Matérialisme Dialectique ! Remarquons enfin la quasi-absence d'artistes majeurs (Loza Quin, Prati, Torres-Garcia, Soto, Le Parc, Otticica ou Clark) et pour les plus jeunes générations l'absence d'artistes bien plus importants que certains des présents : c'est frappant pour l'Argentine ou pour le Brésil. Le résultat est donc décevant pour ceux qui connaissent et trompeur pour ceux qui découvrent. Une fois que vous savez cela vous pouvez aller voir cette exposition qui vous fera connaître un art encore mal connu du grand public.

Philippe Cyroulnik

### Des interrogations

Il y a certes de très belles œuvres dans cette exposition, et de beaux ensembles (les Argentins Ferrari et Paternosto, la Vénézuélienne Gego ou l'Américano-Cubaine Carrera et, en plus modeste, le Brésilien Volpi). Mais la faible connaissance de l'art latino-américain d'une partie du public occultera son caractère très partiel s'appuyant sur des critères subjectifs qui, pour légitimer certaines œuvres, en surestiment l'importance voire travestissent l'histoire artistique de ce continent. Toute personne connaissant un peu cet art et son histoire ressentira un réel malaise face à une manifestation qui, au nom de la subjectivité, occulte des œuvres et artistes majeurs en valorisant celles d'artistes qui ne sont que les « épigones » d'autres plus importants ou qui ont pour certains comme principale qualité d'être proches de la Fondation. Déjà on peut s'interroger sur l'absence des dessins géants de Nazca au Pérou qui, eux, sont des productions autonomes et ne réduisent pas les êtres au statut

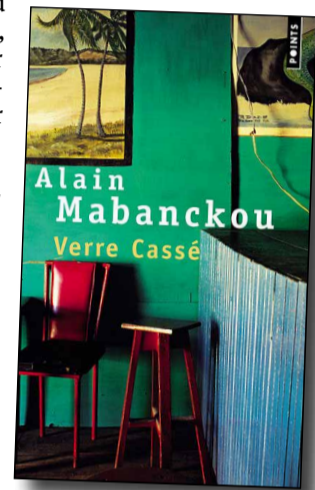
de supports ; mais encore plus sur l'usage d'images de scarifications de motifs corporels ou de masques à caractère symbolique liés à différentes communautés amérindiennes esthétisées sur un mode formaliste et sans contextualisation. Du coup elles fonctionnent comme contrepoints « exotiques » d'une variation sur le géométrique. On peut aussi vraiment s'interroger sur la présence de Guillermo Kuitka dans cette exposition, sauf à rappeler l'affection que lui porte la Fondation : en effet, ses œuvres évoquent et dialoguent bien plus avec Wilfredo Lam ou le spatialisme de Fontana qu'avec la géométrie. Sa peinture *Carcel Amarillo* (1994) me semble à côté du propos, mais elle explique peut-être l'occultation des héliographies de Leon Ferrari, antérieures de plus de 20 ans, associant structure et architecture, configurant, sur un mode à la fois géométrique et sémiotique, la massification propre à l'urbanisation des métropoles, ainsi que les logiques de contrôle et d'aliénation qu'elle induit. Elles auraient dû être présentées dans

Roman

# Verre Cassé, d'Alain Mabanckou

Points Poche, 250 pages, 7 euros.

**B**razzaville (capitale de l'ex Congo colonial français), fin du 20<sup>e</sup> siècle. Un bar, « *Le crédit a voyagé* », dans le quartier déshérité des « quatre cent ». Un patron « *l'escargot entêté* » qui veut que la mémoire de son bar et des déçus qui y passent leur vie, jour et nuit, ne soit pas perdue. Parce que l'écrit, « *c'est ce qui reste, la parole c'est de la fumée noire, du pipi de chat sauvage* ». On ne sait pas grand-chose du narrateur de *Verre cassé*, un ancien instituteur radié par l'administration. Il ne se confiera sur lui qu'en fin de roman après avoir conté l'histoire incroyable du bar et la vie cassée de ses camarades, amateurs comme lui du gros rouge de la « *Sovinco* ». Notons que si l'auteur ne donne pas le beau rôle aux hommes, les femmes sont bien souvent des « moins que rien », ou pis.



### Farce métaphysique

La mémorable ouverture du bar sanctionnée par une polémique gouvernementale nous vaut un portrait très savoureux du Président à vie et de ses ministres incompetents à la recherche (vaine) de la citation qui les fera passer à la postérité. Puis les déboires des piliers de l'estaminet vont défiler de façon jubilatoire : « Pampers » qui sort de geôle suite à une accusation de pédophilie par sa femme et qui a connu bien des « *traversées du milieu* » dans la prison ; l'Imprimeur, qui a fait la France mais qu'une Française a conduit à la folie ; Mama Mfoa, la cantatrice chauve qui vend dans la rue des grillades dont le fameux « poulet-bicyclette » ; Robinette, qui urine debout et défie les hommes ; les filles du quartier Rex où les gars font de « l'alpinisme » ; Mouyeké, fils de grand sorcier qui se croit capable de transformer le pipi en vin rouge. La truculence des portraits de ces mythomanes assoiffés occupe la première partie du roman, tandis que le ratage de sa vie par le narrateur occupe la deuxième et transforme le roman en farce métaphysique. La relation du mariage raté avec « *Diabolique* », pardon Angélique, cède le pas à l'évocation plus grave de la mère du narrateur. La force du récit enfle comme un fleuve en crue et le comique cède la place au sublime quand le dénouement approche.

Le roman est un monologue en style parlé, sans majuscules ni point, où la virgule marque la pause chez le conteur. Le récit est bourré de références cachées à des œuvres littéraires. Comment pourrait-il en être autrement quand le nom du bar, centre du roman, est une contraction de *Mort à crédit* et de *Voyage au bout de la nuit* plus que l'invitation au client à payer comptant. Alain Mabanckou a su allier, avec ce roman, la tradition populaire orale du griot et la célébration de l'écrit par un langage qui invite le lecteur à des voyages très cabossés. Le festival de Saint-Malo ne s'y était pas trompé en lui décernant à l'époque le prix des « Étonnants voyageurs ». Un roman et un auteur à découvrir sans tarder !

Merci Père Noël !

Sylvain Chardon

1 - Mémoires de porc-épic en est le prolongement naturel.

Cinéma

# Les Invisibles, de Louis-Julien Petit

Film français, 1h42, sorti le 9 janvier 2019.

**L**es « invisibles », ce sont les femmes SDF, celles que l'on croise dans la rue mais qu'on ne voit plus vraiment. Ce sont aussi, d'une autre façon, celles dont Macron doit penser qu'elles coûtent un « *pognon de dingue* » : les travailleuses sociales d'un centre d'accueil qui s'évertuent à les accueillir dignement, à tenter de réparer des existences cabossées, même si leur propre vie n'est pas sans problèmes.

### Un film un peu foutraque mais joyeux

L'Envol est un centre d'accueil de jour pour femmes SDF du nord de la France : des sans-abri de tous âges et origines viennent, de façon anonyme si elles le souhaitent (ce qui donne une collection de pseudonymes : « Édith Piaf », « Beyoncé »,

« Lady Di » et... « Brigitte Macron »), s'y reposer, prendre un café ou une douche et aussi se faire aider avec la paperasse et les démarches. La mairie, qui juge le taux de réinsertion insuffisant, décide qu'elle « *ne peut plus continuer à dépenser sans résultats* ». L'Envol doit fermer ses portes dans trois mois. Les travailleuses sociales vont, durant cette période, faire tout leur possible (y compris en prenant des libertés avec les réglementations) pour que les femmes qu'elles suivent ne se retrouvent pas purement et simplement à la rue et, si possible, se réinsèrent. Cela donne un film un peu foutraque mais joyeux. Louis-Julien Petit, auteur notamment de *Discount*, où les employés d'un supermarché, promis au licenciement, montaient un magasin

parallèle en se fournissant dans les stocks de leur employeur avec, entre autres, des marchandises destinées à être jetées, a choisi de traiter spécifiquement le quotidien des femmes SDF mais sous l'angle de la comédie. Il est aidé par une distribution qui mêle des actrices professionnelles comme Corinne Masiero (*Capitaine Marleau*) et une dizaine de femmes qui, toutes, ont connu la grande précarité ou la rue. Parmi elles, Adolpha van Meerhaeghe, une ex-SDF de 70 ans qui, comme dans le film, a connu la prison, crève l'écran. Le film *Les Invisibles* montre que beaucoup de choses ne fonctionnent pas dans l'accueil des personnes sans-abri en France, mais les solutions semblent devoir venir de bonnes volontés individuelles. Il ne faudrait pas trop s'arrêter à



cet aspect. Et Corinne Masiero, dans une interview, a donné ce qui, pour elle, est la leçon du film : « *Il y a des tas d'associations, des gens qui se bougent le cul, mais les politiques maintenant faut qu'ils prennent leur responsabilités. Pas demain. Maintenant.* »

Henri Wilno

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h - 20 h, mardi au samedi : 12 h - 20 h

# SOUDAN « Ce qui est au cœur du débat politique, c'est la chute immédiate du régime »

**Peux-tu nous résumer la situation actuelle au Soudan ?**

Le régime militaire d'el-Béchr, en place depuis 1989, presque 30 ans, est aujourd'hui confronté à la pire crise économique de son histoire. La Livre soudanaise a perdu l'essentiel de sa valeur en six mois. Le prix du pain a augmenté de une à trois livres. Il y a une pénurie générale d'essence, et le pays est coupé du monde extérieur. Le gouvernement soudanais est au bord de la faillite et essaie de s'assurer des alliés régionaux. Il y a un partenariat économique avec la Chine. La donnée essentielle est qu'il n'y a plus d'argent, le pays est au bord de la banqueroute. Les richesses existent, mais elles sont accaparées par une clique liée au régime.

**Comment considérer les mobilisations actuelles ?**

Le régime fait face à des manifestations sans précédent. Ce mouvement couvre toutes les grandes villes du pays à l'exception de quelques agglomérations. Les catégories sociales mobilisées sont larges, la classe moyenne appauvrie est très présente. Les femmes sont nombreuses à participer. Il faut noter que ces manifestations sont pacifiques. Le régime répond par une utilisation excessive de la force.

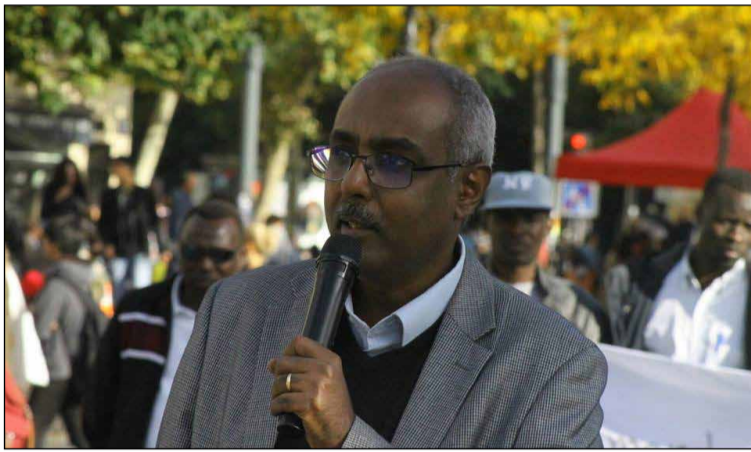
**Quels sont les objectifs des manifestants ?**

La mobilisation a débuté en réaction aux mesures augmentant fortement les prix des produits de première nécessité. Dès la première semaine, il était clair sans la moindre ambiguïté qu'il s'agissait d'un soulèvement à caractère principalement politique, centré sur la revendication du changement du régime. « Le peuple veut la chute du régime » est le slogan fédérateur. Les associations de professionnels, la Sudanese Professionals Association, qui regroupe, en toute indépendance des syndicats officiels pro-régime, des professionnels soudanais, médecins, ingénieurs... a été le regroupement fédérateur de cette mobilisation. Les partis politiques opposés au régime se sont également regroupés autour d'une « Déclaration pour la liberté et le changement ». Les axes sont clairs : le renversement du régime par des moyens pacifiques, et surtout organiser la transition vers un régime démocratique avec la liberté d'expression, la liberté de rassemblement, et mettre fin à la concentration des richesses entre les mains d'une minorité islamo-autocratique.

**Quels moyens pour atteindre ces objectifs ?**

Les appels à la mobilisation générale, initiés par et autour de la Sudanese Professionals Association, ont permis d'organiser des mobilisations massives et régulières sur les lieux de travail, dans les quartiers. Des manifestations spontanées de nuit ont également lieu et sont réellement massives. Le régime a bloqué Facebook et WhatsApp, mais malgré cela des vidéos parviennent à être diffusées quotidiennement par les manifestants, ce qui permet d'informer les médias et la diaspora soudanaise dans le monde. Des rassemblements de soutien au soulèvement populaire ont été organisés dans un nombre conséquent de pays, mais il faut le reconnaître, il y a eu une couverture

**Entretien. Rashid Saeed Yagoub est journaliste, ancien militant du parti communiste soudanais. Exilé en France depuis 1992, il est un membre actif des réseaux de soutien au soulèvement populaire en cours au Soudan.**



médiatique et un soutien extérieur assez faibles. Selon les associations de professionnels, le renversement du régime passe par une massification du soulèvement, une stratégie de désobéissance civile pacifique et l'objectif de parvenir à organiser une grève générale. Il n'y a aucun soutien à attendre des syndicats officiels contrôlés par le pouvoir, ils se contentent de demander de respecter la légitimité du régime et attendre les élections de 2020. Aujourd'hui, ces structures sont hors-jeu. Ce qui est au cœur du débat politique, c'est la chute immédiate du régime.

**Quel est le positionnement des divers partis politiques soudanais ?**

Les partis opposés au régime participent au soulèvement depuis les premiers jours, sans être à la manœuvre. Ils se sont rangés dans le cadre collectif coordonné par les associations de professionnels. Aujourd'hui, il y a trois grands blocs de partis, avec des stratégies différentes. Le Sudan Call est un regroupement large d'organisations, issu des négociations antérieures avec le gouvernement soudanais sous l'égide de l'Union africaine. Y participent le parti Oumma, de l'ancien Premier ministre Sadek al-Mahdi, renversé en 1989 par le coup d'État d'el-Béchr, le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord de Malik Agar, le Mouvement de libération du Soudan de Minni Minawi, le Mouvement pour la justice et l'égalité de Gibril Ibrahim, la Confédération de la société civile soudanaise.

Le Sudan Consensus Force est un regroupement dont l'axe fondamental est le refus de principe de la négociation avec le régime. On y retrouve le Parti communiste soudanais, des partis nationalistes arabes et nassériens. C'est un regroupement progressiste.

Les Unionistes sont formés d'un regroupement autour du Democratic Unionist Party, l'un des grands partis institutionnels du Soudan. Il faut y ajouter d'autres structures qui sont, pour aller à l'essentiel, des anciennes scissions de ce parti. Les Unionistes agissent pour le renversement pacifique du régime.

Il faut également dire un mot des mouvements armés qui jouent un rôle important dans les zones de conflit. Le Sudanese Liberation Movement de Abdulhadi al-Nur

au Darfour, et le Sudanese People Liberation Movement dans la région des montagnes Nuba. Ces mouvements refusent également catégoriquement les négociations avec le régime, et agissent indépendamment des regroupements politiques cités plus haut.

Lors des premiers jours du soulèvement, des locaux du Parti du Congrès National d'el-Béchr ont été incendiés. Le régime a alors accusé le Sudanese Liberation Movement d'être à la manœuvre, prétendument avec la complicité du gouvernement israélien. Heureusement cette propagande n'a pas trouvé d'écho. La réponse des manifestants a été de refuser de se laisser diviser, le slogan sur toutes les lèvres était « Nous sommes tous des Darfouris ».

**Peux-tu nous décrire la stratégie du régime ?**

Je dirais qu'il y a trois axes essentiels. D'abord, il y a l'affirmation que les manifestations sont l'œuvre des étrangers, que les partis et les associations de professionnels obéissent aux ambassades étrangères... Comprendre : essentiellement les puissances occidentales. Ensuite, il y a l'affirmation que les manifestations peuvent amener le pays au chaos, comme en Syrie et au Yémen. Le régime actuel se prévaut d'assurer la stabilité. Enfin, le régime joue sur un discours raciste. « Si le régime tombe, les

Darfouris vont dominer le pays », ose affirmer el-Béchr. Comprenez les populations noires au Soudan. La culture arabe et musulmane serait menacée. Il y a une forte composante raciale et ethnocentrique dans ce discours. Heureusement, ce genre de propos ne parvient pas à diviser et démobiliser. Ce type de propagande ne marche plus.

Il faut dire un mot sur le rôle de l'armée. À chaque grand soulèvement populaire lors de l'histoire du Soudan, en 1964 et en 1985, l'armée a joué un rôle important dans la transition. Aujourd'hui, l'armée a été intégralement refondée par le régime, il s'agit d'une armée idéologique et idéologisée. Les milices ex-janjawids affiliées au régime, responsables du génocide au Darfour, ont été intégrées aux forces armées en 2017 sous le nom de Rapid Support Forces. L'armée est considérée comme non indépendante, composée de certains groupes ethniques du nord du Soudan. L'élément déterminant est qu'aujourd'hui l'armée n'est plus en capacité de jouer comme auparavant un rôle de transition douce au sein du régime.

**Que dire des mobilisations actuelles en soutien au soulèvement du peuple soudanais ?**

Les Soudanais en exil se sont fortement mobilisés, en particulier en France. Il y a eu des prises de position de la société civile. Malheureusement, cela s'est pour le moment fait dans un relatif isolement des premiers concernés.

Concernant les chancelleries occidentales, les prises de position sont assez réservées, il y a condamnation de la violence contre les manifestants, mais pas de prises de position fermes contre le régime.

Pour conclure, je dirais que c'est aux Soudanais de l'étranger d'aller rencontrer les organisations démocratiques et les partis politiques, pour élargir le soutien, agir pour renverser le régime et préparer l'après.

**Propos recueillis par Romain Prunier**

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

**DERRIÈRE LES ROBOTS, LES TRAVAILLEUR-E-S.** Le mythe du robot, qui est celui de l'automation complète, qui hante l'imaginaire industriel, d'abord occidental et aujourd'hui global, depuis trois siècles, est une promesse toujours renouvelée, un mirage qui s'éloigne en permanence... C'est un horizon utopique, mais qui a un impact très concret sur la vie de tous les jours. Parce que depuis des siècles, ce mythe est utilisé pour discipliner la force de travail, obliger les travailleurs à se tenir à carreau parce qu'on peut toujours les remplacer par une machine à vapeur, puis une machine industrielle, et maintenant une machine intelligente. [...] Et cette automatisation passe aujourd'hui par ce qu'on appelle intelligence artificielle, laquelle est fondée sur la présence de données. Mais quand on dit ça, on oublie toujours de dire qui produit ces données. Elles sont produites par les mêmes personnes qui connaissent le risque d'être éjectées de l'emploi formel. Parce qu'on a besoin de quelqu'un qui trie les images, qui trie les données, qui nettoie l'information, et ce quelqu'un, ce n'est pas un ingénieur ou un « data scientist », ce sont vous et nous, et des centaines de millions de personnes, entre les Philippines et la Côte-d'Ivoire, qui, à longueur de journée, doivent produire ces données qui sont indispensables à l'apprentissage statistique et à l'économie des robots. Finalement, on ne peut pas se débarrasser de ces personnes-là. Au contraire, ce marché parallèle du micro-travail, du travail invisible, du digital labor explose aujourd'hui, malgré un effort d'occultation, malgré un effort d'invisibilisation qui est crucial pour pouvoir vendre aux investisseurs le rêve du robot. [...] On est face à l'énigme merveilleuse solution pour payer de moins en moins la force de travail en précarisant, en excluant d'une reconnaissance formelle, en éloignant les travailleurs de tout un tas de protections liées à l'emploi classique, héritages de luttes sociales, et donc en restreignant de plus en plus la masse salariale.

Erwan Cario, « Antonio Casilli : "Le mythe du robot est utilisé depuis des siècles pour discipliner la force de travail" », Libération, 9 janvier 2019.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)